

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME DES OCTROIS

LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1897

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

EUGÈNE DUBRULLE

JURY D'EXAMEN :

MM. L. LE FUR, professeur, *Président de la thèse* ;

EDMOND VILLEY, Professeur, Doyen ;

EDGARD ALLIX, Agrégé.

ROUBAIX

IMPRIMERIE ALFRED REBOUX, GRANDE-RUE, 71

—
1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME DES OCTROIS

LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1897

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

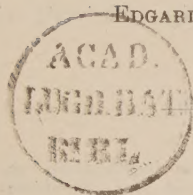
EUGÈNE DUBRULLE

JURY D'EXAMEN :

MM. L. LE FUR, professeur, *Président de la thèse*;

EDMOND VILLEY, Professeur, Doyen;

EDGARD ALLIX, Agrégé.



ROUBAIX

IMPRIMERIE ALFRED REBOUX, GRANDE-RUE, 71

—
1903

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. U), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. U), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. U), professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (✠, A. U), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. U, C. ✠, G. O. ✠, C. I. C. ✠, O. ✠, L. ✠), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. U), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. U), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. U), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. U), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

AGRÉGÉS :

MM. DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. U), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Jury d'Examen :

MM. L. LE FUR, Professeur, Président de la
thèse;

EDMOND VILLEY, Professeur, Doyen ;

EDGARD ALLIX, Agrégé.

BIBLIOGRAPHIE

ADAM SMITH. — *Richesses des nations.*

PAUL LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la science des finances.*
L'administration locale.

MAX BOUCARD et GASTON GÈZE. — *Éléments de la science des finances et de la législation financière française, T. II,* Giard et Brière 1902.

RENÉ STOURM. — *Systèmes généraux d'impôts.*

ELIE TURQUEY. — *Les octrois municipaux,* Giard et Brière 1899.

ADRIEN VÉBER. — *La suppression des octrois,* Giard et Brière 1899.

P. DELOYNES. — *Les octrois et les budgets municipaux,* Guillaumin 1871.

P. LEPERCQ. — *De l'abolition des octrois,* Lille 1866.

P. DE BAETS. — *Considérations sur les octrois communaux.*

LOUIS-PAUL DUBOIS. — *Essai sur les finances communales,* Paris 1898.

GASTON CADOUX. — *Les finances de la ville de Paris,* Berger-Levrault 1900.

HUGOUNENQ. — *Faut-il supprimer les octrois,* 1893.

E. BRELAY. — *L'octroi, ses inconvénients, ses compensations,* Guillaumin.

CHARLES MAYET. — *Voyage autour de l'octroi de Paris,* Colin 1901.

MAURICE VANLAER. — *L'alcoolisme et ses remèdes,* Colin 1897.

Le remplacement des octrois, brochure, Contant-Laguerre, Bar-le-duc 1901.

BERTHÉLÉMY. — *La suppression des octrois et l'expérience de la ville de Lyon.*

Revue politique et parlementaire, mai, juin 1895.

Revue de Paris, 16 février 1899.

EDMOND VILLEY. — *Revue d'économie politique*, juillet 1902.

Economiste français, année 1897 et suivantes, articles de M. PAUL

LEROY-BEAULIEU.

Revue de statistique, 1900, 1901, 1902.

Bulletin de statistique, 1900, 1901, 1902.

YVES GUYOT. — *Discours et rapport à la Chambre des Députés*.

GUILLEMET. — *Rapport à la Chambre des Députés*.

Journal Officiel, années 1890 et suivantes.

Bulletins municipaux.

Bulletin municipal de la ville de Roubaix 1900-1901.

Bulletin de la Société industrielle et commerciale de Roubaix 1902.

Dans le Journal « *L'Indépendant Rémois* », décembre 1902, Conférences faites à Reims par MM. CLÉMENT, FLEURY-RAVARIN et EUGÈNE MOTTE.

INTRODUCTION

A côté de l'Etat, les groupements secondaires, les départements, les communes surtout, ont vu dans ces dernières années, leur budget se développer dans des proportions considérables.

Si notre vieux système d'impôts d'Etat, si nos contributions directes spécialement, subsistent malgré les critiques et les attaques qu'on leur prodigue tous les jours, l'impôt communal, le plus important, le plus productif : l'octroi, vient de subir une grave atteinte.

Une modeste réforme, la loi du 29 décembre 1897, a préparé et amènera à coup sûr, la ruine de cette institution.

C'est cette réforme que nous nous proposons d'étudier, nous examinerons les difficultés de son application dans le pays, les procédés de remplacement de l'octroi partout amoindri, çà et là supprimé, nous essaierons de comparer aussi la brutalité ou la douceur des taxes nouvelles établies, leur dextérité ou leur maladresse.

L'exemple des principaux pays qui n'ont jamais

connu, ou ont fait disparaître, leurs barrières communales, celui de la Belgique spécialement, l'exposé des différents systèmes proposés pour la suppression de l'octroi montreront que, si le problème est difficile, il n'est pas impossible de le résoudre.



CHAPITRE PREMIER

L' OCTROI

I. Considérations générales

Comme l'Etat, les communes sont soumises à des dépenses qui s'augmentent et s'élargissent tous les jours.

La nécessité, l'utilité, l'agrément, les exigences du progrès moderne multiplient et développent les services qu'une commune doit assurer. Il lui faut, surtout si elle est importante, pourvoir aux frais d'une voirie, de jour en jour plus coûteuse, créer et perfectionner l'éclairage, la distribution des eaux potables et industrielles, veiller à l'hygiène publique, élever des hopitaux, construire des écoles, des théâtres, entretenir une police.

« L'exemple de la France n'est pas unique en ce
» genre, l'Angleterre, l'Italie, les Etats-Unis d'Amé-
» rique nous offrent des preuves frappantes de ces
» mêmes entraînements, la Belgique non plus n'en

» est pas exempte, et en cherchant bien, il est presque
» certain que l'Allemagne nous fournirait aussi la
» Démonstration de cette thèse » (1).

Ces entraînements que les exigences actuelles excusent, et, dont une stricte économie pourrait seule réduire les effets, expliquent le chiffre énorme des sommes perçues aujourd'hui par les grandes villes. (2)

Les recettes communales sont alimentées (les revenus de leur domaine mis à part) :

1° Par une portion accordée aux communes sur le produit d'impôts et de droits perçus pour le compte de l'Etat, comme les patentes, la contribution sur les chevaux et voitures, les vélocipèdes (3).

2° Par des centimes additionnels au principal des taxes d'Etat.

3° Par des rétributions en échange de services spéciaux, taxes diverses de pâturage, droits de place, etc. . . prestations en nature ou contributions spéciales, taxe

(1) Paul Leroy-Beaulieu, traité de la Science des finances T. I, p. 816.

(2) Les recettes ordinaires, prévues au budget primitif de 1899, se sont élevées pour toutes les communes de France à plus de 703 millions; sans doute, dans cette somme énorme figurent les produits du domaine communal, qui sont importants. Il n'en reste pas moins vrai, que le revenu tiré des autres sources de recettes est fort élevé. Les centimes additionnels avaient produit plus de 498 millions, l'octroi près de 387 millions. Rien que pour Paris, le montant des recettes ordinaires prévues était de plus de 324 millions de francs.

(3) Plus les droits sur les permis de chasse et le produit des amendes de condamnation de simple police et de police correctionnelle.

de pavage, d'établissement de trottoirs, certains droits particuliers sur les chiens etc. . .

4° Par un impôt sur les consommations « l'Octroi ».

Les trois premières sources de revenus, si différentes de la dernière, par leur nature, leur mode de perception, le sont encore et surtout par leur rendement; sur 763 millions de recettes ordinaires, dont il faut déduire les produits du domaine communal, l'octroi rapportait à lui seul en 1899 près de 323 millions, (1) et, il est juste de faire remarquer que cet impôt sur les consommations n'était perçu la même année que dans 1504 villes sur les 36.000 communes de France.

On comprend, dès lors, toute l'importance de l'octroi, l'intérêt que comporte une étude, qui essaierait d'en montrer les caractéristiques, les avantages et les inconvénients, le mouvement de réforme récente et partielle qu'il a provoqué, cette réforme elle-même, les vicissitudes de son application dans le pays, sans oublier les solutions éventuelles, qu'elle semble préparer.

(1) En 1900, exactement : 355.408.980 millions à répartir ainsi :

Départements . . .	178.394.749
Paris	173.275.384
Banlieue	3.744.877
Total.	355.408.980

Revue de statistique Novembre 1902, p. 465.

II. Caractéristiques de l'Octroi

L'octroi, depuis le décret du 17 Mars 1852, (1) est un impôt exclusivement municipal, il frappe, sous forme de droits à acquitter, au moment de leur introduction dans les villes, les objets les plus variés, les choses les plus nécessaires, comme les moins utiles.

Théoriquement, il n'est qu'un moyen ingénieux et commode pour une ville, de se procurer des ressources abondantes, et, ce caractère de moyen fiscal fut consacré par les lois successives, qui après la suppression générale de 1791, permirent l'établissement de l'octroi à Paris, puis dans toute la France.

Nous verrons par la suite que l'octroi ne conserva pas toujours ce caractère et que, par le mécanisme ingénieux de leurs taxes, des villes sacrifient souvent l'intérêt particulier à l'intérêt général en accordant aux produits locaux, au détriment des autres produits nationaux, une véritable protection.

C'est d'ailleurs un impôt payé de la manière la moins sensible, inconsciemment, pourrait-on dire, par l'ensemble des consommateurs, qui acquittent

(1) Avant cette date, et avec des alternatives diverses, les droits d'octroi subissaient au profit de l'Etat des prélèvements variables avec les époques.

l'impôt en même temps que le prix d'achat des denrées taxées.

Ce sont les objets de consommation, leur entrée dans la ville, leur usage, que l'octroi vient atteindre ; essentiellement objectif, il ignore les personnes, la richesse de celles-ci, la pauvreté de celles-là, pour imposer à tous le taux aveugle de ses tarifs.

III. Avantages.

De ces caractères, indiqués à grands traits, découlent les avantages et les inconvénients de l'octroi.

Semblable en cela aux impôts indirects d'Etat, l'octroi n'est pas sans présenter de nombreux et réels avantages. Par sa nature objective, ne répond-il pas à cette proposition de Montesquieu « L'impôt par tête est plus naturel à la servitude, l'impôt sur les marchandises est plus naturel à la liberté ». L'octroi néglige la personne et c'est là son grand mérite ; pas de rôles nominatifs, pas d'avertissements, d'appréciation, de répartition arbitraire ; seuls quelques intermédiaires acquittent directement les droits exigés sur les marchandises qu'ils se proposent vendre ; et, régulièrement, automatiquement pour ainsi dire, par l'immense consommation de toute une ville, en boissons, en denrées de toute sorte, en combustibles, en matériaux, en fourrages, ses habitants rembour-

sent, avec le prix d'achat, à ceux qui en ont consenti l'avance, les droits perçus par l'octroi.

Comparant l'impôt direct avec l'impôt indirect, Thiers disait : « Le premier est le plus incommode de tous puisqu'il va chercher le contribuable pour exiger, à tel jour, à telle heure, une somme que celui-ci n'a pas eu la précaution de mettre de côté, tandis que le second, confondu dans le prix de tout ce qui s'achète, se paye insensiblement à mesure des consommations, et que le contribuable ne mange, ne boit pas une fois, ne porte pas un vêtement, qu'il ne soit forcé d'acquitter une de ces contributions, sans le vouloir, sans le savoir.

Tel est l'octroi, et n'est-ce pas encore un avantage, ou tout au moins, une sérieuse correction à un défaut souvent signalé, que les différences de taxes, le dégrèvement qui favorise telle denrée, la charge qui pèse à dessein sur telle autre ; et, en un mot, la discrimination des choses consommées à défaut de la discrimination des revenus de leurs consommateurs éventuels, ne redresse-t-elle pas dans une certaine mesure le vice d'improportionnalité que cet impôt contient en lui ?

Il s'adapte ou devrait s'adapter exactement aux revenus de chacun, et ces lignes d'Adam Smith montrent assez bien le caractère de l'octroi en même temps que celui des autres impôts indirects :

« L'Etat, et ajoutons-nous, la commune, qui ne sait souvent imposer les revenus directement et proportionnellement, cherche à le faire d'une manière indirecte en taxant la dépense qu'on présume devoir être proportionnée aux revenus ; or, en taxant les marchandises de consommation qui font l'objet de la dépense de chacun, on parvient à taxer cette dépense même. » (1)

L'octroi est encore une taxe extrêmement souple, se modelant sur les fluctuations de la richesse publique, dont les produits se restreignent ou se développent, sans jamais exiger dans les moments de crise, comme le fait l'impôt direct, une contribution fixe et quelquefois écrasante.

Sans vouloir prétendre que les meilleurs impôts sont les plus anciens, reconnaissons à l'octroi le mérite d'une pratique longue et presque ininterrompue. (2)

Signalons enfin le rendement considérable de cet impôt qui, loin d'accabler de tout son poids les habitants d'une cité, les allège très adroitement, en faisant acquitter des sommes parfois considérables aux touristes, voyageurs et étrangers de toute sorte qui s'y rencontrent. (1)

(1) Adam Smith, la richesse des nations. Livre. V. Chapitre II.

(2) Supprimé par le décret du 2-17 Mars 1794, l'octroi fut rétabli par la loi du 3 ventôse an VIII.

IV. Inconvénients.

Mais, à côté de ses qualités, l'octroi présente de sérieux inconvénients.

Le premier et le plus grave, provient du principe même de cette contribution particulière qui, à l'exemple « des impôts d'Etat sur les consommations, frappe certains objets de consommation indépendamment de la personne du consommateur ». (2)

Si elle ne frappait que des objets de luxe et respectait les objets de nécessité, le mal ne serait pas grand, mais tels ne sont pas ses effets, et malgré des différences de tarifs, qui, nous l'avons dit, atténuent son improporcionnalité, elle frappe lourdement des choses d'une incontestable nécessité, telles que la bière, la viande, le combustible, et nous n'en sommes plus au temps où l'on pouvait écrire : « Sous le nom d'objets de nécessité, je comprends tout à la fois ce que la nature exige pour le soutien de la vie et ce que les règles établies de la décence rendent nécessaire aux dernières classes du peuple, tout ce qui est au-delà, je le range parmi les objets de luxe ; peut-être la viande de boucherie n'est-elle

(1) Ce droit d'aubaine d'un nouveau genre ne pourra que se développer avec la facilité progressive des communications et l'organisation dans les villes de foires, expositions, fêtes, etc...

(2) René Stourm. Systèmes généraux d'impôts.

nulle part un objet de nécessité. L'expérience nous apprend que le blé et les autres végétaux avec le secours du lait, du fromage, du beurre, peuvent à eux seuls fournir le régime le plus abondant, le plus sain, le plus nourrissant et le plus propre surtout à rendre le corps vigoureux. (1)

Le luxe d'autrefois, est devenu, qu'on le regrette ou qu'on y applaudisse, la nécessité d'aujourd'hui, et, dire que les classes pauvres peuvent échapper à l'octroi par le refus de certaines consommations, ce serait donner une réponse aussi injuste qu'insuffisante. (2)

Si l'institution de l'octroi blesse, et gravement, la justice, elle nuit, dans une réelle mesure, à la prospérité générale de l'Etat. L'établissement, à l'enceinte des villes, de barrières, qu'une longue habitude et l'ignorance d'un régime de liberté ont rendu à peu près supportables aux particuliers, n'en affecte pas moins, la circulation, l'échange, partant la production de la richesse nationale ; les lignes de douane de l'Etat, se retrouvent sous une autre forme, aux portes des cités, à la sortie des gares, aux brèches artifi-

(1) Adam Smith, op. cit. L. V. ch. II.

(2) Les impôts de consommation, écrit D. Hume, paraissent dans une certaine mesure volontaires, car on peut limiter à sa guise l'usage de l'objet taxé. On a répondu fort justement que l'on peut échapper à l'impôt direct en se suicidant. C. pr. Cauwès, Ec. pol. t. IV. Cité par Boucart et Jèze op. cit. t. II. p. 626.

cielles ou naturelles d'un véritable réseau d'investissement ; une perte de temps considérable, des arrêts dans le transport des voyageurs et des marchandises, des interrogatoires, des déclarations, des perquisitions trop souvent vexatoires et discourtoises, en un mot tous les ennuis, tous les frais que la bureaucratie invente, nécessite et excuse, (sans compter les taxes qu'elle se charge de percevoir), entravent et compriment l'initiative, le développement normal et fécond du commerce et de l'industrie, et apportent à l'agriculture, à la vie de campagne, un trouble immédiat et profond.

Il est un autre défaut de l'octroi : dépassant le caractère purement fiscal que lui reconnaît et lui assigne la loi (1), cessant d'être ce qu'il devrait demeurer, un simple impôt municipal, il devient souvent un véritable moyen de protection locale.

« Chaque localité se préoccupe avant tout de faire
» la part belle aux produits du pays et de taxer
» les denrées similaires ou de remplacement venant
» des autres contrées. Dans le midi, l'on imposera
» fortement la bière et très légèrement le vin. Ail-
» leurs ce sera le charbon qui sera lourdement grevé
» et le bois à peine atteint ou réciproquement. Quoi-
» que l'on fasse, l'octroi sera toujours, à tous les

(1) Décret réglementaire du 12 février 1870.

» points de vue, une douane intérieure. » (1)

Des exemples de cet esprit de protectionnisme local sont nombreux, nous en trouvons de particulièrement intéressants dans une industrie importante de la ville de Lille : la brasserie. La brasserie de Lille, après le rétablissement de l'octroi en l'an VII, avait obtenu qu'un droit vint frapper les bières du dehors alors qu'une taxe sensiblement inférieure grèverait seulement les bières lilloises ; la différence de tarification, donnait une sorte de monopole à la brasserie de la ville à l'exclusion de la brasserie de la banlieue et des communes suburbaines. Le mémoire (2) qui s'attaquait à cette disposition, ajoutait : « La différence qu'il y a dans l'octroi sur les » bières venant du dehors et sur celles fabriquées » dans l'intérieur n'a pour base ni l'intérêt public, » ni le produit de l'octroi : elle n'a été déterminée » que par des considérations particulières, aussi » sophistiquées dans leur développement que funestes » dans leurs effets.

« La surtaxe est en opposition déclarée avec les » principes actuels, elle porte atteinte à la liberté

(1) P. Leroy Beaulieu. L'administration locale p. 356.

(2) Observations sur la différence que l'on a faite entre les bières venant du dehors et celles brassées dans l'intérieur pour la perception de l'octroi municipal de la commune de Lille, département du Nord — brochure, Lille, an VIII.

» individuelle, elle détruit l'égalité de droits, elle
» heurte de front les lois existantes, elle est nuisible
» à l'intérêt général, elle compromet l'intérêt parti-
» culier, elle facilite les fraudes, elle rétablit une
» espèce de privilège exclusif, il serait aussi injuste
» qu'impolitique de la maintenir. »

Cette taxe différentielle dont le principe était admis par l'ordonnance de 1814, (1) subsista jusqu'au décret du 12 février 1870 qui interdisait tout tarif protecteur, « En aucun cas, dit l'article 10, les objets inscrits au tarif de pourront être soumis à des taxes différentes, à raison de ce qu'ils proviendraient de l'extérieur ou de ce qu'ils seraient récoltés ou fabriqués dans l'intérieur du lieu sujet ; l'article 14 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 est abrogé. »

Cette prohibition apportait de sérieuses difficultés à l'industrie de la brasserie si l'on en juge par ces réclamations que la corporation des brasseurs de Lille adressait au Conseil municipal à propos d'un projet relatif à l'exercice à la circulation, dont elle demandait le rejet (2) : « D'autres considérations très puissantes doivent aussi vous engager à repousser le

(1) Ordonnance du 9 décembre 1814.

Article 14 : « Dans les pays où la boisson habituelle et générale est la bière, celle importée, quelle que soit sa qualité, ne pourra être au plus taxée qu'au quart en sus du droit sur la bière fabriquée dans l'intérieur. »

(2) Mémoire relatif au projet d'exercice des bières à la circulation pour la perception des droits d'octroi, Lille 1873.

projet qui vous est soumis, vous n'ignorez pas que la nouvelle loi sur les octrois interdit aux municipalités l'application d'un tarif différent, et ayant pour effet de protéger une industrie locale. Jadis, il y a environ deux ans, la situation n'était pas la même, la bière venant du dehors payait à l'octroi municipal, par hectolitre de bière entrée dans Lille,

un droit de	2 f. 80 c.
les brasseurs lillois ne payaient par hectolitre que	2 f. 25 c.
différence	0 f. 55 c.

c'était en faveur de l'industrie locale une protection de 0 f. 55 c. à l'hectolitre contre la concurrence étrangère, soit à peu près 23 0/0.

« Protection, ajoutait le mémoire, n'est pas le mot » propre, nous devrions dire compensation, car les » brasseurs de Lille supportent quantités de charges » dont sont affranchis les brasseurs du dehors et » dont la ville elle-même profite pour sa large part.»

Malgré la prohibition de la loi, la protection peut encore efficacement s'exercer ; le mécanisme des tarifs d'octroi, qui se prête aux combinaisons les plus diverses, la concession de l'abonnement (1) au

(1) Nous en avons un exemple dans la requête qu'adressait un industriel, fabricant de savons contre la faveur exclusive dont jouissait un de ses concurrents auquel, par un abonnement, sans doute avantageux et consenti à lui seul ; l'octroi accordait, assurait l'intéressé, un véritable monopole.

Mémoire adressé, au Conseil municipal de Lille 1884.

moyen duquel une industrie, par un traité passé avec l'octroi et en retour d'une redevance fixe, fait circuler dans une localité ses produits sans perquisition, sans déclaration, à l'abri de toutes les formalités gênantes et coûteuses de l'octroi, permettent encore aux villes d'éluder au profit de leurs industries locales, les textes législatifs.

A la Chambre des députés, M. Yves Guyot (1) apporta quelques exemples empruntés à la ville de Paris et se flattait, de pouvoir citer de multiples faits de ce genre.

« Quelquefois le Conseil d'Etat s'est préoccupé de cette situation et a voulu mettre fin à ces abus en repoussant par exemple, des tarifs différentiels sur les fourrages artificiels et les fourrages naturels, sur les bœufs et les vaches, sur les agneaux de telle saison et ceux de telle autre, sur tels et tels vins d'après les provenances et les crus. »

Mais ces efforts ne peuvent qu'atténuer les abus, sans les extirper : ceux-ci sont inhérents au système et ne pourront disparaître qu'avec lui ! » (2)

Et, c'est certainement une erreur doublée d'un

(1) Yves Guyot, *Journal Officiel*, 16 février 1889.

(2) Les inconvénients sévissent surtout en Italie, où l'on voit par exemple des droits *ad-valorem* de 20 % sur les meubles venant des communes voisines, et destinés à protéger l'ébénisterie locale.

P. Leroy-Beaulieu. *Traité de la Science des finances*, (I)

mal, car, s'il est naturel ou admissible, que l'Etat, par des tarifs de douane, dont il mesure la portée et l'intérêt général, appliqués d'ailleurs à des étrangers, se charge de la protection d'une industrie quelconque, il est dangereux qu'à son action se superpose celle des communes, et que le but louable, si l'on veut, dans son inspiration, mais répréhensible dans ses effets, de la sauvegarde des intérêts particuliers de la cité à l'encontre de ceux du pays, vienne créer dans le territoire une infinité de petits états fermés, isolés du mouvement national par de véritables droits de douane protecteurs.

En dehors de ces graves défauts économiques, l'octroi fait naître, par l'élévation même de ses tarifs et le profit qu'on trouve à s'y soustraire, la fraude, avec sa conséquence habituelle, la falsification des denrées.

Tous les tarifs d'octroi, tous les objets prêtent à la fraude, les boissons, l'alcool et le vin spécialement, en raison des droits élevés qui les frappent. On en jugera par cet exemple : après avoir donné des détails techniques sur la force en alcool des vins français, leur tarification à Paris, le procédé du vinage qui caractérise l'opération frauduleuse, qu'il exposait à la Commission de l'octroi du Sénat, M. Poubelle, préfet de la Seine, concluait en ces termes : « La

» proportion des vins français qui entrent à Bercy
» est peu considérable. les vins introduits sont
» surtout des vins espagnols et italiens titrant 15°.
» Que se passe-t-il alors ? Le négociant de Bercy,
» avec 4 hectolitres de ce vin à 15° qui représente 60°
» d'alcool, fait 6 hectolitres de vin à 10° et vend au
» commerce 6 hectolitres, alors qu'il n'a acquitté les
» droits que pour 4 hectolitres. Ce n'est pas tout.
» Généralement, dans la pratique, les négociants de
» Bercy vendent leur vin au commerce à 11°. Les
» marchands de vin avec 4 hectolitres de ce vin à 11°
» en font 5 à 8°, 8 ou 6 à 7°. Il résulte de cela,
» d'abord, qu'une certaine quantité de vin est
» soustraite aux droits d'octroi, et ensuite, que les
» vins livrés à la consommation sont des vins alcoo-
» lisés dont tout le monde connaît les effets désas-
» treux. C'est ainsi que l'alcoolisme s'infiltré dans la
» population, même chez les femmes et les enfants. »

L'octroi enfin mérite, avec les impôts indirects, le grave reproche de s'éloigner de cette règle naturelle et qu'il est indispensable de respecter, tracée par Adam Smith dans la quatrième de ses sages maximes : « Tout impôt doit être imaginé de manière qu'il ne sorte et qu'il ne reste hors de la poche du peuple, que le moins possible au-delà de ce qu'il fait entrer dans le trésor de l'Etat. » (1)

(1) Adam Smith op. cit. L. V. ch. II.

La multiplication des bureaux de perception, leur entretien, un personnel nombreux, une administration parfois déplorable, le procédé de la ferme, encore en usage pour son recouvrement, (1) expliquent combien cet impôt est coûteux.

Aucune vue d'ensemble ne saurait, d'ailleurs, donner une idée exacte des frais de perception de l'octroi, le taux en est des plus variés. Il diffère, et dans de fortes proportions suivant le mode de gestion usités dans les communes : la régie simple, la ferme, la gestion par l'administration des contributions indirectes. (2)

De ces trois modes de gestion, la ferme est le plus mauvais, et ce système condamné depuis longtemps tend de plus en plus à disparaître ; dans chaque mode, le taux varie d'ailleurs à l'extrême, et les raisons qu'on en pourrait donner : étendue du territoire communal, maladresse des tarifs, fraude, gaspillage, ne sont pas du cadre de cette étude.

(1) Spécialement dans les départements du Midi :

Dans le département de l'Ariège			20 octrois à ferme sur 23		
»	»	des Bouches du Rhône	30	»	54
»	»	des Pyrénées Orientales	12	»	22
»	»	de Vaucluse	32	»	45
»	»	de l'Hérault	6	»	13

(Rapport Guillemet à la Chambre 1894, p. 4010).

(2) Bulletin de statistique — juin 1904 p. 631.

Les 1509 communes à octroi se répartissaient ainsi en 1899 :

Régie simple	Ferme	Gestion par l'administration des contributions indirectes.
858	354	297

Disons seulement, qu'il oscillait, en 1898 entre le taux de 6,13 0/0 à Levallois Perret ; 6,74 0/0 à Lille ; 6,84 0/0 à Paris et 23,66 0/0 à Montluçon ; (1) la moyenne pour les 60 villes de France dont la population dépasse 30.000 habitants était de 10,70 0/0.

En regard de ces chiffres, il est intéressant de noter que le taux proportionnel des frais de perception des diverses administrations financières, de l'Etat était en 1900 : (2)

Douanes et sels . . .	6,4 0/0
Contributions indirectes	3,8 0/0
Contributions directes .	2,9 0/0
Enregistrement, timbres, domaine.	2, 0/0

On remarquera la modération des frais de perception des impôts directs d'Etat comparée à l'exagération de ceux de l'octroi : et cette exagération, jointe aux multiples inconvénients de cet impôt communal ne semble pas devoir compenser ses quelques avantages.

L'octroi a le tort grave de demander aux contribuables 10 0/0 de plus qu'il ne rend aux caisses

(1) Economiste français du 23 juin 1900.

(2) Rapport sur le budget de l'exercice 1901 par M. Boudenoot, député du Pas-de-Calais.

municipales (1) et rien qu'à ce titre, on pourrait le condamner.

A ces considérations d'ordre économique et général, s'ajoute le grave défaut, de devenir pour le particulier, une source de continuelles vexations, l'arrêt des tramways, des voitures, l'examen des paquets, l'ouverture des bagages, leur perquisition, toute la perte de temps qui résulte de ces formalités ne sont pas les moindres tracas dont la suppression de l'octroi amènerait l'agréable disparition. (2)

(1) Un exemple particulier montrera comment se répartissent ces dépenses inutiles :

En 1900 l'octroi de Roubaix donnait un produit total de 2.788.944 francs. Il était dépensé

en appointements du personnel.....	204.545 fr.
en frais d'exercice et d'impression.....	6.993 »
en matériel et frais divers.....	23.423 »
total.....	<u>234.961 fr.</u>

soit 8,42 0/0 des sommes perçues.

(2) On lira à ce sujet l'intéressant ouvrage de M. Charles Mayet « Voyage autour de l'octroi de Paris », Paris 1904.

CHAPITRE II

LA RÉFORME DE L'OCTROI

I. Le mouvement qui l'a provoquée

Les multiples défauts de l'octroi, qu'une réforme devait faire disparaître, les avantages de tout ordre, qu'elle devait apporter dans la production et la circulation de la richesse nationale, expliquent le mouvement qu'on a vu se développer, pendant le cours du siècle dernier dans les esprits, dans la presse, dans le Parlement contre cette institution.

D'ailleurs, ne faisait-on que reprendre les critiques dont Turgot et tant d'autres s'étaient servis contre elle, que rajeunir et remettre à la mode, tout ce que le raisonnement, l'intelligence, la ténacité, avaient trouvé pour la combattre.

L'exemple de l'Angleterre, des pays allemands, de la Hollande, de la Belgique particulièrement, qui avait entrepris et mené à bien la suppression de ses octrois, donnait à ce mouvement un regain de force et d'actualité.

Si l'on s'accordait, et si l'on s'accorde généralement

pour condamner l'octroi, les exigences d'une réforme pratique en ajournaient de jour en jour la solution.

La suppression totale, immédiate était difficile, l'importance du déficit qu'on devait prévoir dans les budgets communaux, la gravité d'un problème, où l'Etat était lui-même directement intéressé, commandaient la prudence et excusaient la temporisation.

L'habitude de l'octroi était longue, son fardeau était lourd à coup sûr à porter, mais on n'en ressentait guère le poids, et l'opinion publique attendait avec résignation, avec appréhension peut-être, tout changement et toute nouveauté; les corps municipaux eux-mêmes, (beaucoup d'entre eux au moins), contestaient le mérite et l'intérêt de la réforme, et en regardaient le lendemain avec méfiance et incertitude.

La loi de 1897, cette première étape vers la suppression de l'octroi, a été, pendant tout le cours du dernier siècle, précédée de nombreuses tentatives de réforme.

L'octroi de l'ancien Régime n'était qu'une concession du pouvoir royal, accordée moyennant certaines conditions, dont la plus générale était un prélèvement du fisc; et les communes, sous le nom de « denier d'octroi » levaient des taxes à la fois d'ailleurs directes et indirectes.

Au XVIII^{me} siècle, l'octroi acquiert son caractère

actuel de droit sur les consommations, et la suppression de ces taxes devenues écrasantes et odieuses au peuple, fut l'un des premiers actes de la Révolution. Rétabli d'abord à Paris sous le nom « d'octrois municipaux et de bienfaisance » l'octroi s'étendit bientôt dans toute la France.

Après quelques tentatives isolées sous la Restauration, à l'époque de la Révolution de 1848 s'agita de nouveau la question de sa suppression, et le Gouvernement s'engagea à présenter à l'Assemblée nationale un projet de budget dans lequel l'octroi serait supprimé.

Le coup d'Etat empêcha la réalisation de cette promesse, mais les représentants, restés libres, réunis chez Michel de Bourges tinrent à honneur de rendre, sur la proposition de Victor Hugo, le décret suivant : « Les octrois sont abolis dans toute l'étendue du territoire de la République ».

Cette déclaration n'eut naturellement aucune sanction, et sous le second Empire malgré les vœux des congrès, des sociétés d'agriculture, d'un grand nombre de conseils généraux, malgré les travaux d'une enquête ordonnée par le Gouvernement impérial, aucune tentative ne put aboutir.

Sous la troisième république, en 1880, M. Menier sollicitait le droit pour les communes de compenser

la suppression de leur octroi par l'établissement de taxes directes.

En 1886, M. Yves Guyot, moyennant une taxe sur les terrains et les bâtiments situés dans la commune, imposés d'après leur valeur vénale, réclamait la disparition de l'octroi sur les bières, l'alcool, les vins, viandes et fourrages.

De ces deux propositions, la première, prise en considération par la Chambre des Députés, ne put être examinée en temps utile par la Commission chargée de l'étudier, la seconde devint caduque par la fin de la législature.

En 1890, M. Guillaumou reprit ce projet, à la même époque aussi, M. Guillemet demanda la suppression radicale de l'octroi, que, l'abandon fait aux communes des contributions : personnelle-mobilière, des patentes, des portes et fenêtres serait venu compenser, avec l'établissement d'une surtaxe sur les alcools au profit de l'Etat et la suppression du privilège des bouilleurs de crû. En 1894, MM. Cot, Mas et Georges Berry, bornèrent leurs propositions à la suppression des droits sur les boissons hygiéniques. Pressée d'aboutir, instruite par les rapports succésifs de M. Bardoux au Sénat, de la volonté arrêtée de cette assemblée, de s'en tenir au dégrèvement des boissons hygiéniques, la Chambre des députés sur

les instances de sa Commission, sacrifia les prétentions de suppression générale, qu'elle avait manifestées plusieurs fois ; elle y était poussée par les doléances incessantes des défenseurs de la viticulture, qui désiraient à tout prix une réforme susceptible d'apporter à la vente des vins, alors si difficile, l'encouragement de nouveaux débouchés.

II. La loi de 1897

Après sept années d'effort, une demi-solution timide et prudente intervint enfin, et la fin de l'année 1897 vit naître, après bien des vicissitudes, (1) une loi relative au dégrèvement des taxes d'octroi sur les

(1) Dépôt de la proposition Guillaumou à la Chambre des députés ; 29 Mars 1890 (Doc. parl. n° 546, J. O. p. 714). Rapports de M. Guillemet, 18 Décembre 1890, 7 Février 1891, 7 Avril 1892, 21 Juin 1892 (Doc. parl. n°s 1082-1193, 2056, 2189, J. O. p. 2562, 285, 489, 891). Discussion, 2 Mai 1892 (Deb. parl. J. O. p. 4320). Adoption 4 Mai 1892 (Deb. parl. J. O. p. 4334). Transmission au Sénat, 8 Mai 1892 (Doc. parl. n° 458, J. O. p. 630). Rapports de M. Bardoux, 49 Juillet 1893 et 12 Novembre 1896 (Doc. parl. n°s 295 et 10 J. O. p. 1179 et 773). Discussion : 3, 4, 17, 22 et 24 Juin 1897 (Deb. parl. J. O. p. 917, 941, 1015, 1026 et 1032), adoption, 25 Juin 1897 (Deb. parl. J. O. p. 1045.) Retour à la Chambre des députés, 4^e Juillet 1897 (Doc. parl. n° 2578 J. O. p. 1745.) — Rapport de M. Guillemet, 19 Octobre 1897 (Doc. parl. n° 2716, J. O. p. 2110.) Discussion 19 et 26 Novembre 1897 (Deb. parl. J. O. p. 2489 et 2593.) Rapport supplémentaire de M. Guillemet, 30 Novembre 1897 (Doc. parl. n° 2854 J. O. p. 2702). — Transmission au Sénat 7 Décembre 1897 (Doc. parl. n° 53, J. O. p. 4374). Rapport de M. Hugot, 14 Décembre 1897 (Doc. parl. n° 71 J. O. p. 4409). Adoption 21 Décembre 1897 (Deb. parl. J. O. p. 4439.) — Promulgation, 31 Décembre 1897 (J. O. p. 7415.)

boissons hygiéniques.

Cet acte législatif contenait deux dispositions principales ; par la première, il autorisait les communes (et en cela il n'innovait en rien) à supprimer totalement leurs taxes d'octroi, comme le disait déjà la loi municipale de 1884, par la seconde, il ordonnait aux municipalités de dégrèver dans une large mesure, et suivant un tarif variable avec la population, les droits sur les boissons dites hygiéniques, telles que les vins, cidres, poirés, bières, hydromels et eaux minérales.

Cette loi, « réalisant ce qui était pour le moment raisonnable et possible, susceptible de nouvelles améliorations » (1) procurait de multiples satisfactions ; elle apportait aux adversaires de l'octroi, l'espoir et aussi la promesse d'une vraie réforme, elle élargissait les débouchés de la viticulture française en souffrance, en créait de nouveaux, elle tendait à accorder dans la mesure du possible, aux contribuables, et spécialement aux plus intéressants d'entre eux, un traitement plus équitable et plus humain ; cette réforme enfin, devait, indirectement il est vrai, contribuer à l'amélioration de la santé publique par une décroissance prévue du fléau de l'alcoolisme, dont la double cause serait, les surtaxes considéra-

(1) Déclaration de M. Cochery, ministre des finances.

bles qui menaçaient l'alcool, et une consommation des boissons hygiéniques généralisée et étendue

L'hygiène recommande toutefois qu'on n'abuse pas de ces boissons, car elles contiennent une assez forte proportion d'alcool, une moyenne de 10 0/0 pour le vin, de 50 0 pour le cidre ; il ne faudrait pas s'exagérer non plus, l'influence de l'élévation des droits sur l'alcool. l'alcoolisme étant un vice, qui s'impose pour ainsi dire malgré tout, à ses victimes.

« Dès 1862, moins de deux ans après les surtaxes » de Juillet 1860, la consommation avait repris son » essor et le fisc encaissait 20 millions de plus » qu'avant la surtaxe. En 1875, quatre ans après la » lourde surtaxe de 1871, la consommation était » redevenue la même. » (1)

L'exposé que nous avons essayé de faire de l'économie générale de cette réforme partielle risquerait d'être incomplet, si nous n'ajoutions qu'une loi sur le régime des boissons était à l'étude à cette époque et que, votée en 1900, elle vit son application coïncider avec le dégrèvement des droits d'octroi, qu'elle accentuait dans une large proportion.

Si la diminution obligatoire ordonnée par la loi du 29 Décembre 1897 contentait beaucoup d'esprits, elle créait aussi pour les 1.500 communes de France

(1) Maurice Vanlaer. - L'alcoolisme et ses remèdes ; p. 58.

mises en demeure de remanier leurs tarifs de très sérieuses difficultés.

Les boissons bénéficiant des dispositions nouvelles avaient produit pendant l'année 1896 la somme de 102 millions, et l'application du dégrèvement devait causer pour la ville de Paris un déficit de 36 millions, de 14 millions pour les départements ; soit ensemble la somme respectable de 50 millions. (1)

Trouver presque du jour au lendemain des ressources suffisantes pour combler le vide fait dans les recettes municipales, établir avec tout le discernement et toute la prudence désirables des taxes nouvelles destinées à remplacer les produits correspondants de l'octroi, prévoir leur incidence délicate, deviner leur répercussion, estimer leur rendement, pourvoir en un mot dans les meilleures conditions à l'application de la réforme si modeste qu'elle fût, était une tâche qui promettait d'être laborieuse et pénible, en même temps qu'elle dévoilait par les difficultés mêmes de sa réalisation ce que serait la suppression totale ; « Supprimer les octrois, disait M. Bardoux au Sénat, est un mot ; le vrai problème est celui-ci : comment remplacer les octrois. »

L'article premier de la loi du 29 Décembre 1897, mettait les communes à octroi en demeure de se

(1) *Economiste français* du 2 Juillet 1898.

conformer à ses dispositions pour le 31 Décembre 1898; les protestations des conseils municipaux, la situation délicate des grandes villes, la gravité des intérêts en jeu fit reculer successivement cette date au 31 Décembre de l'année 1899, puis de l'année 1900. Enfin, dans le but d'encourager les villes à supprimer complètement leurs octrois, pour éviter aux populations intéressées les inconvénients de réformes consécutives, et se rendant compte de la nécessité d'une étude calme et réfléchie des propositions formulées par les assemblées communales, le législateur accorda de nouveaux délais. Lyon, Marseille, Lille, Roubaix, qui se proposaient d'abolir la totalité ou la majeure partie de leurs taxes d'octroi bénéficièrent de cette latitude; ces prorogations furent d'ailleurs suivies de plusieurs autres; et ce n'est depuis le 2 Avril 1902, par une loi approuvant les taxes municipales de remplacement de la ville de Lille, que toutes les communes de France sont soumises au même régime légal.

Beaucoup de villes, quelques cités importantes, séduites par l'attrait d'une suppression totale de leurs tarifs d'octroi, et encouragées par le législateur, qui n'attribuait à la loi de 1897 que le caractère d'une première étape vers la réforme définitive, s'étudièrent à la réaliser pour elles mêmes.

L'importance des ressources à abandonner, la difficulté du choix de taxes de récupération, l'hostilité fréquente des populations, la désapprobation des pouvoirs publics pour la légèreté ou l'imprudence de leurs tentatives, découragèrent la plupart d'entre elles, qui s'en tinrent à la solution modeste, que leur offrait la législation nouvelle.

Parmi ces cités figure Roubaix ; l'attitude, de cette ville essentiellement industrielle, en face de la loi de 1897, sa ténacité, l'originalité des projets qu'elle élaborait, son insuccès, la solution intervenue, le rapprochement qui s'impose avec la ville de Lyon dont la tentative au contraire réussit, justifient l'intérêt de l'étude spéciale que nous devons maintenant entreprendre.

CHAPITRE III

L'APPLICATION DE LA LOI DE 1897

A ROUBAIX

1. Premier projet

Bénéficiant comme les autres communes de France d'un sursis dans l'application de la loi jusqu'au 31 Décembre 1900, la ville de Roubaix se trouvait à la fin de cette année dans l'obligation de pourvoir au remplacement des droits d'octroi dégrevés.

Un premier projet fut déposé au Conseil municipal par le Maire M. Carrette à la date du 30 Novembre.

L'Octroi municipal soumettait les boissons hygiéniques au tarif suivant :

Vins en cercles et en bouteilles l'hectolitre . .	4,80
Cidres, poirés et hydromels	1,50
Bières de toute espèce, de toute qualité et de toute provenance.	2,70
Eaux minérales et artificielles de table . . .	5,00

Ce tarif relativement modéré pour le vin, dont la plus grande partie de la population roubaisienne est

accoutumée à se passer, (1) frappait assez lourdement la bière sans distinguer les bières de luxe réservées à une clientèle privilégiée et les bières du pays, dont il est fait à Roubaix une consommation énorme et générale.

Par une disposition de la loi, que les habitudes de la vie dans la région du Nord nous font considérer comme au moins curieuse, le vin ne pouvait être soumis qu'à un droit maximum oscillant entre 0,55 et 2,25, Paris excepté, alors que la bière pouvait être atteinte d'une taxe de 5 francs ; et s'il est vrai que le législateur instruit de la situation de cette partie de la France, abaissait ce maximum au taux de 1,50 par hectolitre pour les départements de l'Aisne, des Ardennes, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, il n'en demeure pas moins acquis qu'une commune de l'arrondissement de Lille par exemple, d'une population de 5,000 habitants, pouvait frapper la boisson courante : la bière, d'un droit de 1,50 mais ne pouvait en revanche exiger du vin, boisson de luxe et d'un usage exceptionnel, qu'une taxe de 0,55 par hectolitre.

Quoiqu'il en soit, la loi du 29 Décembre 1897 ordonnait à Roubaix un dégrèvement de 2,55 pour le

(1) Un exemple le montrera : tandis qu'à Roubaix pour une population de 124,000 habitants, le produit de l'octroi sur le vin se chiffrait (année 1900) à 90,849 francs, il s'élevait à Neuilly-sur-Seine pour une population de 32,000 habitants à 192,975 francs.

Cpr. Revue de statistique n° du 2 novembre 1902, p. 465.

vin, de 0,25 pour le cidre, de 1,20 pour la bière, de 3,75 pour les eaux minérales, et ramenait les droits maximums autorisés par elle aux taux respectifs de 2,25, 1,25, 1,50, 1,25.

Du produit moyen de l'octroi sur les boissons qui s'élevait en chiffres arrondis à 1,100,000 francs, l'abaissement des droits dans la limite des tarifs prévus par l'article 2 venait soustraire environ la moitié, (1) et il n'en résultait pour la consommation, et surtout pour la consommation en détail, que l'allègement le plus minime.

Le projet oubliant ou négligeant la coïncidence attendue de la réforme des octrois avec la refonte générale du régime des boissons, estimait qu'une telle diminution ne profiterait pas à la classe ouvrière, habituée à consommer à la « chope » ou au « canon », et, pour ce motif, dédaignait comme insuffisant, le dégrèvement partiel ordonné par la loi ; il s'appropriait, d'ailleurs, cette remarque de M. Veber, conseiller municipal de Paris : « Partout la simple modération des droits grévant les boissons hygiéniques est une bêtise et un danger pour les finances communales, en même temps que les taxes de rem-

(1) 500,000 environ. Le dégrèvement aurait été au litre pour le vin de 0,025, pour la bière de 0,012, pour le cidre de 0,0025 ; sur la correspondance entre l'unité de monnaie courante, le montant du dégrèvement effectué, et le bénéfice réel ou illusoire qu'en retire le consommateur, Cpr. Paul Leroy-Beaulieu, *Economiste français*, 15 Décembre 1900.

placement affectées à y suppléer sont inutilement vexatoires pour le contribuable ». (1)

L'Administration municipale, proposait en conséquence, la suppression totale de l'octroi, sur les boissons hygiéniques, et pensait retrouver le produit de 1.100.000 fr. que cette mesure plus radicale ferait évanouir, dans des taxes nouvelles, indiquées par la loi auxquelles on avait tout d'abord recours. La nécessité était envisagée :

1° De doubler le droit municipal de 24 fr. sur l'alcool et de l'élever à 48 fr. (maximum autorisé par la loi).

2° D'imposer d'une taxe égale aux taxes en principal déjà établies ; (2)

a. Les chevaux, mules, mulets, voitures et automobiles, en y ajoutant les tricycles pourvus d'un moteur ;

b. Les billards et les cercles.

3° De frapper les vins d'une taxe de 0 fr. 30 à la bouteille.

Ces droits nouveaux, que l'approbation préfectorale

(1) A. Veber. La suppression des octrois, p. 208. Paris 1899.

(2) On comptait à cette époque 207 chevaux et mulets à taxe entière, 649 chevaux et mulets à demi-taxe, 411 voitures à 4 roues à taxe entière, 149 voitures à 4 roues à demi-taxe, 70 voitures à 2 roues à taxe entière, 474 voitures à 2 roues à demi-taxe, 8 automobiles à plus de deux places, 1 à deux places, 231 billards, 6 cercles. Ces détails donnent une idée exacte des objets imposables que l'on se proposait d'atteindre.

suffisait à sanctionner devaient produire :

l'alcool pour une consommation prévue de 7.000 hectolitres fr.	160.000
La taxe sur les chevaux, voitures, etc. .	50.000
Les vins en bouteilles	1.500
	219.500

Ces taxes étaient assez justes, et relativement modérées, et, si en somme, l'aggravation de l'impôt municipal sur les chevaux n'était guère à sa place dans un projet qui conservait l'octroi sur les fourrages, on demandait, et avec raison, à l'alcool une bonne part des frais de la réforme.

La taxe sur les vins en bouteilles pouvait aussi être admise, elle frappait les champagnes, les vins fins, elle épargnait les vins ordinaires introduits en barriques et vendus au détail, elle ne devait pas grever par conséquent la modeste bouteille de vin, qui, pour les classes pauvres de la population, dans les mauvais jours de maladie, est le plus usité et le plus apprécié des réconforts.

Par leur modération, nécessaire d'ailleurs, par le médiocre produit aussi qui en résultait, ces taxes ne permettaient pas à la ville de rétablir l'équilibre de son budget, même si elle s'en tenait à la seule réforme exigée par la loi ; le chiffre des ressources nouvelles n'atteignait que 220,000 francs, c'était

280,000 francs qu'il importait de retrouver pour opérer le dégrèvement partiel et plus de 880,000 francs, pour mener à bien la suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques.

En conséquence, il fallait avoir recours aux taxes spéciales établies dans les conditions prévues par l'article 5 de la loi.

On croyait pouvoir demander à la propriété foncière une double taxe : à la propriété bâtie, et à la charge du propriétaire une contribution égale à 6 0/0 de la valeur locative ; à la propriété non bâtie, une contribution égale à 50 0/0 du revenu cadastral, qui devait être portée au double pour les terrains non bâtis situés dans les limites de l'agglomération ; les parcs, avenues, pièces d'eau servant à l'agrément de l'habitation étaient taxés d'un droit de 0,25 cent. par mètre carré de superficie.

L'exemple de la ville de Liège, où une taxe de cette nature avait été établie, inspirait l'idée de frapper les appareils à vapeur à raison de 5 francs par mètre carré de superficie de chauffe, et les moteurs à gaz d'un droit égal par cheval vapeur.

Le produit de ces nouvelles taxes :

6 0/0 de revenu de la valeur locative de

la propriété bâtie. 1.026.000

50 0/0 du revenu cadastral de la pro-

priété non bâtie, et les droits spéciaux sur les jardins d'agrément	15.000
Contribution sur les appareils à vapeur et moteurs à gaz	302.000
joint aux 219.500 francs déjà recouverts par ailleurs donnait un total de 1.562.000.	

Cette somme compensait, et bien au delà, le déficit creusé dans le budget municipal, et, l'administration proposait d'appliquer le surplus à la suppression des droits d'octroi sur les viandes : elle ne tenait d'ailleurs pas plus à cette solution qu'à toute autre et présentait au Conseil municipal deux combinaisons subsidiaires :

Ou, 1° le dégrèvement complet des boissons hygiéniques, obtenu par les taxes précédentes dont le taux était généralement abaissé,

Ou, 2° le dégrèvement partiel ordonné par la loi, que des droits analogues mais considérablement réduits. permettaient de réaliser... en abandonnant d'ailleurs la taxe sur les chevaux, voitures, etc.... dont il n'était plus question.

Le maire de Roubaix, dans le projet qu'il présentait, exprimait le regret de n'avoir pu frapper la propriété foncière de droits à forme progressive, il s'en excusait avec d'autant plus de raison que l'article 5 défendait l'établissement de taxes de cette nature, et

» qu'avec le système de maisons ouvrières en usage,
» leur réunion en forts et en courées, possédées par
» une ou quelques personnes, l'abaissement des taux,
» aurait profité au seul propriétaire. » (1)

Nous ne nous attarderons pas à l'étude approfondie de cet avant-projet, qui ne fut pas sérieusement discuté, nous réservant de revenir, sur les idées maîtresses qui l'inspirèrent, et que nous retrouverons par la suite.

La ville de Roubaix, comme nous l'avons vu, liée, par la fin de l'année 1900, à l'obligation de satisfaire aux prescriptions de la loi, et désireuse de réaliser la suppression totale de son octroi, obtint du Parlement un sursis; ce délai, suivi bientôt d'un second, fut employé à l'élaboration de différentes solutions de ce délicat problème qu'il nous faut maintenant examiner.

II. Deuxième projet

Un double sursis avait autorisé les villes de Lyon, de Marseille, de Lille et de Roubaix, à percevoir

(1) 1^{er} projet présenté le 30 novembre, 1900.

Valeurs locatives à Roubaix en 1900, maisons. . . . fr. 43.447.433

» » Usines. . . . » 4.042.865

Etablissements se servant de la vapeur : 335, avec 755 chaudières, 346 machines, 59.000 mètres carrés de surface de chauffe d'une force totale de 44.503 chevaux-vapeur.

Moteurs à gaz : 257, d'une force de 4484 chevaux-vapeur.

jusqu'au 30 Juin 1901, et, comme par le passé, le produit de leur octroi. Le 12 Avril, l'administration municipale présenta, ainsi qu'elle avait promis, un projet de suppression totale, qui tenait dans ces trois dispositions principales :

1^o Abolition complète du tarif de l'octroi.

2^o Etablissement de taxes de substitution, soit disant identiques et adéquates, destinées à remplacer le produit des fourrages, bois, matériaux. etc...

3^o Augmentation considérable des droits sur l'alcool.

Avant l'examen de tout projet et l'étude de toute taxe nouvelle, le Conseil municipal, « considérant » que l'impôt sur le revenu est le seul, qui permette » de frapper directement les contribuables selon leurs » facultés ». émettait un vœu en faveur de l'adoption d'un impôt frappant les revenus égaux et supérieurs à 1800 francs, et, sollicitait l'autorisation de pourvoir au remplacement des taxes d'octroi supprimées par un projet qui établirait :

Un impôt municipal sur le revenu destiné à couvrir les dépenses nécessitées par l'assistance et l'instruction publiques, une taxe sur l'alcool, une taxe sur les chevaux, mules et mulets, sur les matériaux, sur les moteurs industriels, dont les produits totaux devaient à peu près égaler les ressources abandonnées de l'octroi.

L'administration ne se faisait d'ailleurs aucune illusion sur la portée de son vœu, ni sur l'avenir de sa proposition, et demandait que, subsidiairement, et pour le cas où la ville de Roubaix ne serait pas autorisée à établir un impôt municipal sur le revenu, le Conseil municipal voulût bien approuver les taxes de remplacement livrées à son examen.

Ce projet, le prototype de ceux qui le suivirent, souleva, et son étude peut soulever encore, les critiques les plus vives, et les mieux fondées ; les taxes de remplacement qu'il comportait, pénibles pour la propriété foncière, dangereuses pour l'industrie locale, vexatoires et irréfléchies, d'une incidence incertaine, risquant de menacer avec ceux qu'elles voulaient atteindre, ceux qu'elles se flattaient d'épargner, suscitèrent et méritèrent de vigoureuses attaques.

On les jugeait en ces termes, un an après leur conception et, alors qu'elles avaient fait place à des idées plus modestes et plus sages : « Notre industrie » vient d'échapper à un danger que nous nous félicitons d'avoir couru, puisque le projet des taxes de » remplacement de l'octroi, grâce à l'admirable » énergie de notre député, devenu aussi notre maire, » a été pour notre ville l'occasion de la délivrance. » Mais, l'année dernière, à pareille époque, l'in- » quiétude de tous était grande, et le projet municipal

» ne la justifiait que trop; ce projet mettait en
» question l'existence même de l'industrie roubai-
» sienne, qui, supportant déjà une lourde surcharge
» du fait de la main-d'œuvre, plus chère chez nous que
» dans toute autre région française, allait être accablée
» des taxes, qui, atteignant directement la production
» elle-même, risquaient de mettre nos producteurs
» définitivement hors de combat ». (1)

C'est à dessein que nous citons ces lignes et l'on se rendra facilement compte de leur valeur et de leur justesse, si l'on se rappelle que Roubaix n'existe que par l'industrie (2), et que la moindre atteinte au développement normal de son activité aurait son douloureux et mortel contre-coup dans la vie même de la cité tout entière.

Les auteurs et les partisans du projet municipal en contestaient au contraire la gravité et le danger, s'applaudissaient de voir les classes riches et aisées contribuer au soulagement des classes pauvres, ils expliquaient la nature des charges nouvelles, qui menaçaient l'industrie, en déniaient la rigueur, et s'attachaient à en démontrer le bien fondé et la justice.

(1) Société industrielle et commerciale de Roubaix : Rapport de M. Louis Cordonnier, président.

(2) Il n'existe pas à Roubaix de garnison ; la ville possède peu de fonctionnaires, son commerce et son industrie sont d'un genre pour ainsi dire exclusif.

Aussi bien, l'examen le plus sûr, la critique la plus scrupuleuse et le plus impartiale commandent de s'éloigner pour le moment des aperçus généraux, et de passer en revue, dans une rapide analyse, chacune des taxes proposées.

A. **Taxe sur l'Alcool**

De toutes les taxes d'octroi, la plus juste, la plus morale, comme la plus fructueuse, est bien la taxe sur l'alcool. On ne manquait pas d'y avoir recours, le droit porté de 24 à 50 fr., et ajouté à l'impôt établi par l'Etat, mettait l'hectolitre à 330 fr.

S'il était à espérer, pour les finances de la ville, que cette taxe pût produire ce qu'elle en attendait, il était permis en revanche, de craindre que la plaie de l'alcoolisme ne maintint la consommation au chiffre prévu de 7.000 hectolitres. Sans tenir compte de la fraude qu'on croyait pouvoir réprimer ou décourager, on présumait sur les 8.500 hectolitres consommés en 1900, un déchet de 1500 hectolitres ; et cette estimation pouvait se légitimer par l'exemple récent de Tourcoing, ville voisine, ville jumelle, où le passage du droit de 21 à 50 fr., n'avait guère influencé la consommation.

Le droit proposé s'explique et se justifie, son

taux, qui n'a rien d'exagéré, (il est à Lyon de 100 francs) n'augmente, en effet, le prix de l'alcool que de 8,40 0/0, et, s'il atteint les débitants déjà fort heureux d'échapper à une licence municipale, ceux-ci auront toute facilité pour se faire rembourser par les consommateurs eux-mêmes ; le « petit verre » diminuera de capacité, il contiendra moins de poison, le litre que de pauvres gens ne craignent pas d'acheter pour leur consommation quotidienne (1) se vendra plus cher ou se vendra moins. De toutes façons l'incidence de cette taxe est satisfaisante.

Nous ne croyons pas en effet que le débitant augmente le prix des autres boissons qu'il peut servir à ses clients ; le prix de la bière, du café est fixe, uniforme, pour une mesure toujours égale et le vin n'est pas consommé à Roubaix au cabaret.

Cette taxe est perçue sur l'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et eaux de senteur alcoolisées. La perception du droit d'entrée doit être faite au compte de la ville par les agents des contributions indirectes.

Produit présumé. . . 560.000 fr.

* (1) Nous osons à peine le dire : certains individus, d'ailleurs fort à plaindre, ne reculent pas devant l'absorption d'un litre de genièvre par jour.

B. **Taxe sur la Propriété bâtie**

Le projet demandait une forte contribution à la propriété foncière, le quart environ des taxes nouvelles.

Partant de ce principe que le propriétaire surtout, profite des dépenses faites pour les travaux qui rendent la commune plus habitable et l'embellissent, on se proposait de frapper les maisons d'une taxe de 6 0/0 de leur revenu net, les usines exceptées.

Ce droit était dû pour toutes les propriétés bâties, même celles temporairement affranchies par l'application de l'article 9 de la loi du 9 Avril 1890 et de la loi du 30 Novembre 1894.

Cette taxe, dont le principe peut se soutenir à la condition qu'elle soit très modérée, était ici véritablement exorbitante, et accablait outre mesure la propriété foncière la plus intéressante : la maison ; son taux était énorme, et dépassait le chiffre adopté par la ville de Lyon, 5 0/0, et celui du projet primitif de la ville de Paris, 4 0/0, et cette différence de 1 ou de 2 0/0 était d'autant plus appréciable que cette imposition nouvelle ne faisait que se superposer aux lourds impôts d'Etat déjà existants.

D'ailleurs, les dépenses que fait une ville profitent à tous les habitants, quels qu'ils soient, pas plus bien souvent, aux propriétaires qu'aux autres ; suppose-t-on,

en effet, comme cela a lieu tous les jours, la création de rues, de places, de squares, de quartiers entiers, l'installation d'une gare, voilà aussitôt toute une partie d'une ville qui subit une baisse considérable, et dans une proportion bien souvent plus forte que la hausse de valeur dont bénéficient les quartiers privilégiés, car la dépréciation est brusque et subite, la plus value lente et insensible.

« Si l'on examine les choses de près, disait M. Fleury-Ravarin, à la Chambre, on constate que certains travaux effectués par les municipalités, en même temps qu'ils procurent une plus value à telle catégorie d'immeubles, sont une cause de dépréciation pour d'autres, » et l'orateur citait l'exemple de cette dépréciation du Palais-Royal à Paris, du quartier de Vaise à Lyon. (1)

L'argument souvent donné en faveur de la taxation de la propriété bâtie, perd ainsi de sa force, et bien qu'il subsiste en partie, l'on peut dire que la propriété ne retire pas toujours les avantages qu'on lui prête si généreusement, et que des taxes si lourdes, sont injustes et sont dangereuses. Si les logements sont abondants et peu recherchés, c'est le propriétaire qui est sacrifié, dans le cas contraire, c'est le locataire, le riche, comme le pauvre qui est atteint; et à Roubaix,

(1) Fleury-Ravarin. - Séance de la Chambre du 42 juin 1901.

ville populeuse, d'un développement prodigieux et jusqu'à ces dernières années incessant, ce n'est peut être pas le propriétaire qui serait le plus durement frappé.

Si répréhensible que soit le taux de cette taxe, les dispositions qui en précisent la portée sont plus critiquables encore.

La taxe, dit le projet, frappe toutes les propriétés bâties même celles qui sont temporairement affranchies; les constructions nouvelles, les reconstructions les additions, que la loi très sage de 1890 faisait pendant 2 ans bénéficier d'une exemption naturelle, échappent pour la taxe municipale à cette faveur.

Ce procédé, contraire à l'intérêt de la ville, dont une administration entendue devrait favoriser le développement et l'extension, contraire aussi à l'intérêt des habitants par la raréfaction des constructions nouvelles, qu'il ne manquerait pas de provoquer, apportait de graves entraves et une grande gêne à l'industrie du bâtiment, en même temps qu'un tort considérable à toutes les industries qui en dérivent.

La loi de 1894 a pour but de favoriser la construction d'habitations à bon marché, elle n'a pas trouvé grâce devant le projet municipal, et, si c'est bien à cette loi qu'il a voulu faire allusion, nous recherchons sans l'apercevoir, le côté utile et avantageux

de cette disposition.

Les rôles de cette taxe devaient être établis par le service des Contributions directes.

Produit présumé: 640.000 francs.

c. **Taxe sur la Propriété non bâtie**

Le projet demandait à une autre forme de la propriété foncière, celle des terrains non bâtis, une contribution beaucoup moins importante.

La taxe frappait tous les terrains non bâtis, au taux de 0,60 0/0 de la valeur vénale, établie par le service des contributions directes, au moyen de divers procédés d'estimation tels que les baux, les titres d'achats, la comparaison du prix de trois parcelles les plus voisines ayant fait l'objet d'une transaction... etc...

Cette taxe, légitime dans son principe, quoique d'une assiette fort délicate, et d'une application dangereuse était d'un taux beaucoup trop élevé, et les villes de Paris et de Lyon se contentaient du taux déjà très suffisant de 0,50 et 0,25 0/0.

Cette taxation de la valeur venale, équitable pour les terrains à bâtir et de spéculation, peut devenir d'un poids intolérable pour la propriété foncière, dont une cause accidentelle et fortuite vient diminuer tout à coup le prix, ou qui, par l'étendue gênante de

sa superficie, demeure d'une réalisation difficile, et souvent, fort éloignée.

Cette taxe, enfin, menace et très gravement la culture par les charges écrasantes qu'elle lui promet, Roubaix, en effet, malgré le caractère industriel et populeux de l'agglomération, conserve dans les limites du territoire de la commune rurale que cette ville était, il n'y a qu'un siècle, encore 545 hectares de terres labourables, sans compter plus de 70 hectares de prës et de vergers ; et un conseiller municipal de la minorité républicaine de l'assemblée communale, évaluait à 1.25 au minimum la valeur du mètre carré de cette partie de la propriété foncière. Qu'aurait-elle dû payer ? : $1,25 \times 0,60 \times 10,000$ mètres ou 75 francs par hectare pour une superficie égale louée 100 à 175 au maximum, soit 42 à 75 0/0 de son revenu.

Un calcul analogue pouvait se faire pour les terrains à bâtir (1); des terrains, qui bien souvent ne produisent rien et ne procurent à leur propriétaire que des ennuis, mal compensés par une réalisation incertaine n'auraient pas moins dû payer des sommes considérables, sans donner quelquefois un sou de revenu.

La taxe portait sur une valeur totale de 9.012.900 francs ce qui, nous le verrons était un chiffre bien

(1) M. Gilbert Sayet, Séance du Conseil Municipal du 12 Avril 1901.

inférieur à la réalité et produisait une somme estimée à 54.000 francs.

D. **Taxe d'habitation**

Imposer d'une contribution l'habitation, réussir à exiger de la généralité des habitants d'une ville, un impôt proportionnel aux dépenses, dont ils profitent tous, est une idée séduisante. et d'une réalisation commode. (1)

Cette taxe était retenue dans le projet roubaisien, elle comprenait sous le même nom, deux taxes différentes. La première, atteignant l'habitation proprement dite, établissait, à la charge de l'occupant, un droit sur les loyers, les loyers matriciels étaient déterminés par la déduction du loyer réel d'habitation, d'une somme de 200 francs; cette réduction ne profitait qu'aux loyers inférieurs à 600 francs, et ne s'appliquait pas au simple pied à terre, que des étrangers posséderaient à Roubaix.

La seconde, frappait cet élément, souvent exact dans la détermination du revenu : la Domesticité.

1° La taxe d'habitation. — La taxe d'habitation du taux de 6 0/0 sur le prix du loyer s'attachait

(1) La propriété foncière est d'ailleurs actuellement frappée par l'impôt au delà de toute mesure. Voir à ce sujet un article de M. Edmond Villey dans la revue d'Economie politique. Juillet 1902.

à dégréver les petits contribuables ; admissible dans son principe, elle l'eût été encore davantage, si une déduction générale à la base de tous les loyers était venue assurer à tous les contribuables, ce que, différents projets de réforme des impôts directs, appelaient la franchise d'un « minimum d'existence ».

De toutes les façons, le chiffre de 600 francs au delà duquel la réduction n'était pas proposée, nous apparaît comme beaucoup trop faible ; les familles nombreuses qui sont la gloire de la région du Nord, la recherche d'un modeste confortable, le souci de logements spacieux, recommandés par l'hygiène autant que par la décence, peuvent obliger de petits et intéressants budgets à acquitter des loyers de 800, de 900 francs peut-être, et c'est au moins à ce dernier chiffre que le bénéfice aurait dû être étendu.

Quoiqu'il en soit, si le principe de ces dispositions était équitable, le taux excessif de 6 0/0 dont on frappait l'habitation ne l'était pas ; car, l'habitation, grevée déjà directement, ou par une répercussion que nous croyons générale à Roubaix, par la taxe de 6 0/0 sur la propriété bâtie, nous semble absolument sacrifiée.

Bien qu'inférieure au taux de la taxe d'habitation admise à Lyon, 9 0/0, cette proportion dépassait l'impôt municipal établi par la ville de Paris 1 0/0 et

l'exemple de Lyon n'était pas fait pour encourager les communes à accabler ainsi la propriété foncière, si l'on en croit cette appréciation du projet lyonnais : « Il y a là, un écrasement sensible de la propriété bâtie, avec ses corollaires habituels, crise immobilière, et arrêt à peu près certain de l'industrie du bâtiment. Il ressort en effet des discussions de la Chambre que le propriétaire lyonnais subira avec l'impôt municipal de 5 0/0, et les deux taxes de substitution sur les constructions un prélèvement égal à 13,48 0/0 du revenu net de sa propriété bâtie; le locataire paiera de son côté, grâce à la cote mobilière, aux portes et fenêtres, et à la taxe excessive d'habitation 31,40 0/0 : l'immeuble sera grevé ainsi d'une charge totale s'élevant à 44,88 0/0 de son revenu net (1).

On demeure confondu, en présence de pareils chiffres, que la réalité des faits nous expose; il ne faut pas oublier en effet, qu'à toutes ces charges municipales nouvelles s'ajoutent les impôts déjà suffisants que l'Etat perçoit sur la propriété, et il est bon de se rappeler qu'à force de vouloir ainsi la frapper, on risque de voir se vérifier cet axiome de la science financière ou de la simple raison, qu'au

(1) Le remplacement des octrois, brochure Contant-Laguerre, Bar le-Duc 1901.

delà d'un taux normal et modéré, la matière impossible s'échappe ou s'amointrit, et que dans de telles conditions, plus l'impôt demande, et moins il obtient.

2^e Taxe sur les domestiques. — La taxe d'habitation se doublait d'une seconde, légitime et modérée : la taxe sur les domestiques ; la domesticité, d'une manière générale, est l'indice assez exact de la situation de fortune du contribuable, et plusieurs projets d'impôts d'Etat sur le revenu l'avaient reconnue comme un des meilleurs et des plus sûrs éléments d'imposition.

On demandait par an, par domestique, et selon le sexe, une somme de 30 ou de 20 francs.

Ce taux ne soulève aucune critique sérieuse, s'il peut paraître un peu lourd pour certains, dérisoire pour d'autres, il faudrait, suivant en cela l'indication du projet présenté par M. Ribot, (1) abandonner le droit fixer et majorer le loyer d'un tant pour cent pour chacun des domestiques employés. Cette combinaison favorable aux modestes contribuables aurait été d'ailleurs contraire à l'esprit de l'article 5 de la loi, et nous ne nous attarderons pas à son examen.

(1) Projet de loi portant transformation de la contribution personnelle mobilière et suppression de la contribution des portes et fenêtres. 22 Octobre 1895.

Par une disposition tout à fait louable, les domestiques âgés de moins de 16 ans ne coûtaient à leurs maîtres que leurs gages et les serviteurs de 65 ans étaient exemptés de la taxation.

Une déclaration était d'ailleurs imposée au contribuable et la menace d'une cotisation doublée devait la garantir.

Produit présumé des deux taxes 470.000 francs. (1)

Les auteurs du projet municipal se félicitaient du résultat heureux qu'ils attendaient de la réforme et tentaient de démontrer son utilité pour la population en admettant, expliquaient-ils, que les taxes dont il vient d'être parlé: taxe sur le revenu net de la propriété bâtie, et taxe sur la valeur locative soient mises entièrement à la charge de l'occupant, voici quel serait l'effet de la réforme, étant donné qu'une famille roubaisienne paie à l'octroi et par an 70 fr. pour les objets de consommation courante et de première nécessité.

(1) Pour 6.500.000 millions de valeur locative, 2.515 domestiques hommes
625 domestiques femmes.

Le tableau suivant l'indiquait pour les loyers de
200 à 1.200 francs.

Loyer annuel	TAXES DE REMPLACEMENT			Octroi par famille de 4 personnes	Perte ou bénéfice résultant de la réforme
	6 % sur le revenu net ou les 3/4 du loyer	6 % sur la valeur locative c'est-à-dire le loyer réel	Total des deux taxes		
200 fr.	9 fr.	0 fr.	9 fr.	70 fr.	Bénéfice 61 fr.
300 »	13.50	6 »	19.50		» 50.50
400 »	18 »	12 »	30 »		» 40 »
500 »	22.50	18 »	40.50		» 29.50
600 »	27 »	36 »	63 »		» 7 »
700 »	31.50	42 »	73.50		Perte 3.50
800 »	36 »	48 »	84 »		» 14 »
900 »	40.50	54 »	94.50		» 24.50
1000 »	45 »	60 »	105 »		» 35 »
1100 »	49.50	66 »	115.50		» 45.50
1200 »	54 »	72 »	126 »		» 56 »

« Donc d'après l'examen de ce tableau, disait-on, et en admettant, ce qui ne saurait se réaliser, (le locataire pouvant discuter ses intérêts avec le propriétaire), l'incidence complète des deux taxes sur l'occupant, l'effet de la réforme serait de dégrèver le plus grand nombre, d'alléger les petits, une légère augmentation ne commençant à se faire sentir que pour la famille payant un loyer supérieur à 50 francs par mois ».

Il est très difficile, pour ne pas dire impossible de mesurer exactement l'étendue et l'importance d'une réforme telle que la suppression des octrois, et leur remplacement par des taxes directes, de définir l'in-

vidence des nouveaux impôts, de calculer le bénéfice qui en résulte pour le consommateur, par un alignement de chiffres et par diverses opérations d'arithmétique. Et d'abord, pourquoi ne parler que des dépenses de la vie courante et des objets de nécessité ! Si les consommateurs fortunés ou aisés, ne sont pas dans l'obligation de consommer des denrées de luxe, qui peut les empêcher par contre, de réaliser des économies parfois appréciables sur le prix du poisson fin, du gibier, des comestibles, du vin, objets de toute nature sur lesquels ils payaient des droits élevés et qu'ils peuvent s'offrir à meilleur compte.

Le raisonnement sur lequel on s'appuie, ne serait juste et probant que si chaque famille ne consommait que les mêmes denrées et à des prix identiques. La vérité, croyons-nous, est que les petits contribuables acquittent directement, du fait des taxes nouvelles une somme inférieure à celle qu'ils dépensaient pour leur existence quotidienne en droits d'octroi de toute sorte. Les gens d'une aisance moyenne et que les taxes prévues ne grèvent pas trop lourdement, surtout s'ils ont la précaution d'échapper aux plus rudes d'entre-elles, et ils le peuvent facilement en se débarrassant de leurs chevaux et voitures, de leur billard, en continuant à s'abstenir de l'usage de

l'alcool, bénéficient de la différence considérable, qui résulte de leur consommation et des droits d'octroi supprimés, différence d'autant plus sérieuse et plus efficace, qu'ils profitent mieux et plus sûrement de la suppression de cet impôt par les procédés mêmes de leur consommation, leurs achats en unités courantes nécessairement dégrévées en raison de leur valeur, telles que la bière à la « rondelle », le vin à la barrique, le charbon à la tonne, par exemple, denrées de toute nature, dont le prix de vente au détail, à la « chope » à la bouteille, au sac, ne fléchit qu'avec le temps et dans une moins favorable proportion.

E. Taxe sur les Moteurs industriels

Nous en arrivons à une taxe qui fût des plus critiquées parce qu'elle était d'ailleurs des plus critiquables et des moins réfléchies : la taxe sur les moteurs industriels.

Séduits par l'exemple voisin de Liège et de Seraing, où une imposition du même genre avait été établie, sans craindre d'être les promoteurs d'une conception que notre pays n'avait jamais connue, les auteurs du projet municipal voulaient frapper les appareils à vapeur d'un droit de 5 francs par mètre carré (1)

(1) La généralité devait être soumise à la taxe de 6 francs car les appareils timbrés à moins de 5 atmosphères sont l'exception..

et les moteurs à gaz n'échappaient pas à une taxation analogue de 5 francs par cheval vapeur.

Cette imposition toute nouvelle, qui souleva à Roubaix une vive et légitime émotion, et fut l'un des principaux griefs des adversaires des propositions municipales, se justifiait d'après ses instigateurs par des raisons spéciales.

L'industrie roubaisienne, et notamment celle de la teinturerie, souillent le courant d'une rivière proche de la frontière, l'Espierre, et apportent à la Belgique, des eaux, que dans leur état d'impureté absolue, ce pays se refuserait à recevoir; une usine d'épuration installée dans le voisinage occasionne à la ville de Roubaix des dépenses élevées, auxquelles elle prétend faire contribuer l'industrie.

Quoiqu'il en soit de cette question locale, le principe de cette taxe n'était pas admissible; contraire à l'esprit de la loi, qui malgré la généralité de ses termes n'avait jamais songé à des impositions de cette nature, ces nouveaux droits venaient de plus frapper l'industrie de la manière la plus brutale et la plus inattendue.

Cette partie du projet arrivait aussi bien mal à son heure, une crise terrible avait compromis l'industrie locale, et, si l'énergie, l'ingéniosité, l'audace l'avaient surmontée, le moment paraissait mal choisi de dé-

courager et de ruiner tant d'efforts. La main-d'œuvre d'autre part était chère, la concurrence ardente, le lendemain incertain et l'expérience tentée risquait d'être bien dangereuse ; « on paraît croire à l'Hôtel-de-Ville que l'industrie peut tout supporter, qu'aucune charge n'est jamais trop lourde pour elle, et sans doute ce que l'on répond le plus volontiers à toutes les objections, c'est que ce seront les patrons qui paieront, et l'on ne se pose pas même la question de savoir, si les patrons pourront payer, si dans les circonstances présentes une surcharge ne serait pas mortelle à l'industrie roubaisienne. » (1)

La situation locale (2) faisait ressortir la gravité particulière de la taxe, alors que le métier en dehors de Roubaix ne payait que trois francs de droits, à Roubaix même il en aurait dû payer huit, et les sommes considérables que la nouvelle taxe demandait aux établissements industriels montrent encore mieux le poids dont on voulait les accabler : trois seuls établissements (peignage et teinturerie) devaient acquitter, le chiffre énorme de 72.000 francs et une teinturerie d'une localité voisine aurait subi pour se soumettre au régime projeté une contribution de 24.000 francs.

L'on se demande dans ces conditions si l'équi-

(1 et 2) Société Industrielle et Commerciale de Roubaix.

libre que le temps, le travail, l'habileté professionnelle avaient pu réaliser entre les frais de production et les bénéfices ne serait pas détruit, en sacrifiant l'industrie locale à ses concurrents nationaux ou étrangers.

Cette situation nouvelle devait en effet, placer l'industrie voisine dans une position absolument privilégiée et Roubaix aurait été condamné à voir ses usines fermées, transportées sous un ciel plus clément, ou vouées à l'infériorité et à la ruine.

La taxe sur la surface de chauffe ajoutait à ces inconvénients graves et décisifs, qui auraient pu suffire à la faire rejeter, celui d'un caractère exceptionnel et pour ainsi dire illégal. Le décret des 12-17 Février 1870, qui déclare non imposable le charbon industriel, était violé ou tout au moins singulièrement éludé, et sous une autre forme, c'était une nouvelle taxe sur le combustible déjà exonéré, et que la suppression de l'octroi ne devait pas par conséquent dégrever, créée par le projet municipal.

Au surplus, cette imposition nouvelle dangereuse pour la généralité de l'industrie, qu'elle menaçait d'accabler, était aussi profondément injuste et n'atteignait pas avec la même mesure et avec le même degré de violence toutes les industries; certaines d'entre elles, les teintureries, par exemple nécessi-

tent une surface de chauffe beaucoup plus considérable que d'autres d'importance supérieure ou tout au moins égale.

C'est que la vapeur employée dans les établissements de teinture et d'apprêt doit être considérée différemment : (1)

A. — En tant qu'elle est destinée à la marche des moteurs comme force, vapeurs motrices.

B. — En tant qu'elle est destinée à une distribution volante qui l'utilise comme complément soit de préparation aux tissus, soit de chauffage des eaux de lavage et de teinture; et enfin concurremment avec les colles, soudes, produits tinctoriaux, etc., employés en somme comme matières premières (vapeurs volantes).

Or, une enquête statistique faite sur 33 établissements de la corporation (matières, fils et tissus) indique une surface de chauffe de 23.309 mètres, dont :

a. — Vapeurs motrices 4.431 mètres ;

b. - - Vapeurs volantes 18.878 mètres ;

a. — 4.431 mètres à 6 francs de taxes = 26.556 frs. soit 19 0/0.

b. — 18.778 mètres à 6 francs de taxe = 113.268 frs. soit 81 0/0.

Plus de $\frac{4}{5}$ (quatre cinquièmes) des vapeurs utilisées chez nous comme vapeurs volantes, autrement dit, matière première nécessaire à l'exercice de notre

(1) Rapport à la Société Industrielle et Commerciale de Roubaix.

profession, viendrait grever par cette taxe l'établissement de nos prix de revient comme matières premières employées.

Ces détails techniques, auxquels nous ne devons rien ajouter, montrent la situation déplorable qui menaçait d'être faite à une branche très importante de l'industrie roubaisienne qu'on avait créée dans une région, dépourvue de cours d'eau, à force d'habileté et de travail.

Enfin, et pour nous résumer, le projet municipal frappait l'industrie de la ville, avec une rigueur variable suivant les formes qu'elle revêtait, et, par voie de répercussion sûre et nécessaire, les nombreux ouvriers qu'elle emploie; comme à Roubaix, en dehors des patrons, des employés, des travailleurs, tous ceux qui ne sont pas immédiatement intéressés à l'industrie, en profitent et en vivent, c'était la cité tout entière que le projet menaçait, et, ces réflexions que la Société industrielle et commerciale de Roubaix, après l'étude du projet municipal, livrait au gouvernement, au Parlement, à l'opinion publique seront la conclusion de l'examen de cette taxe.

« Il n'est pas possible, qu'on livre une grande ville française à la plus désastreuse oppression, que l'on y surcharge le travail national, que l'on mette en péril des centaines de millions immobilisés dans nos

entreprises industrielles.

Ces millions là ne sont pas des capitaux, en quelque sorte inertes et paresseux, destinés aux seules jouissances de leurs propriétaires ; ce sont des capitaux actifs, engagés dans la plus rude et la plus âpre des luttes économiques, des capitaux vivants et vivifiants, qui répandent et entretiennent de la vie, qui assurent l'existence d'une immense population ouvrière, son existence aussi large, aussi aisée que possible, puisque les salaires de Roubaix sont les plus élevés de la France et même de toute l'Europe continentale. » (1)

On attendait de la taxe sur les moteurs industriels la somme de 350.000 francs.

F. **Taxe sur les Rues particulières**

A titre de participation dans les frais d'entretien, de curage des égouts publics, et des autres frais nécessités pour assurer l'hygiène et la sécurité des habitants, en un mot pour récupérer les droits de voirie auxquels échappent les propriétaires de rues particulières, le projet municipal se proposait d'exiger de ceux-ci, le paiement d'un droit de 2 francs par mètre courant.

Cette taxe, assez bizarre, et d'un produit médiocre,

(1) Société Industrielle et Commerciale de Roubaix.

pourrait après tout et en théorie, se justifier; le propriétaire d'une voie urbaine, qui donne à ses immeubles les multiples avantages de la viabilité, ne semble pas devoir par une telle taxe, payer trop cher, la plus value qui s'attache à ses propriétés.

Mais, à Roubaix, la plus grande partie des rues particulières constitue les seuls moyens de communications de quartiers nouveaux, et en dehors des services rendus au public, dont le propriétaire ne retire souvent aucun avantage, ces rues procurent de précieuses ressources aux usines du voisinage qu'elles desservent.

Cette taxe n'apparaît, dès lors, que comme une addition aggravante aux dispositions dont on menaçait l'industrie.

136 rues d'un développement de 22.950 mètres devaient donner une contribution de 45.000 francs.

G. Taxe sur les Chevaux

Pour substituer aux produits de l'octroi sur les fourrages, des ressources équivalentes, on taxait chaque tête de cheval, jument, mule et mulet d'un droit de 80 francs.

C'était sur la base des droits d'octroi acquittés par les chevaux des services municipaux, que l'administration avait calculé cette imposition; d'un taux manifestement exagéré, la taxe prévue renfermait le grave défaut de ne pas créer de catégories, et

d'exiger du propriétaire des carrosseries de grand prix, la même contribution que des petits commerçants, pour lesquels un modeste cheval n'est pas un luxe, mais une nécessité.

Les transports industriels eux aussi étaient atteints par une taxe lourde et uniforme, qui égalait toujours mais devait dépasser souvent la charge juste et proportionnelle de l'octroi condamné.

On espérait recueillir 192.000 francs perçus sur 2.600 têtes de bêtes de somme.

H. Taxe sur les Cercles, Billards, Chevaux et Voitures de luxe, Automobiles

Les cercles et lieux de réunion étaient très justement grevés d'une surtaxe municipale égale à la taxe qu'ils payaient déjà à cette époque.

6 cercles, 15.000 francs.

Les billards publics et privés, les chevaux, voitures de luxe et automobiles, n'échappaient pas non plus à une imposition pareille, spécialement prévue par la loi, et qui ne peut soulever aucune critique de principe.

On n'oubliait pas non plus les vélocipèdes munis d'une machine motrice, et on demandait à l'innocente distraction qu'ils procurent une contribution de 25 francs par engin.

231 billards	6.950 francs ;	207 chevaux	4.140 frs.
481 voitures	20.550 »	9 automobiles	640 »
72 tricycles	1.440 »		
Ensemble	50.000 francs		

Ces taxes somptuaires ne méritent aucune objection à moins que l'on ne craigne que la rigueur avec laquelle on frappe le luxe, n'en réduise ou n'en fasse disparaître les manifestations.

1. Taxe sur les Matériaux destinés aux constructions neuves et aux travaux assimilés

Cette taxe n'apportait guère de changement à la situation antérieure, on supprimait un mot, on conservait la chose, et l'imposition nouvelle sur les matériaux se substituait exactement au tarif appliqué par l'octroi roubaisien.

L'intérêt de la réforme était dans le mode même de taxation ; toute personne devait à l'appui de la demande en autorisation de bâtir, qu'elle avait à solliciter, produire un devis certifié conforme, indiquant d'une façon précise, la nature, le cube, le poids des matériaux à employer pour ses travaux ; et le service de la voirie municipale devait établir d'après ces données un état, avec le montant des droits à payer, calculés sur les chiffres inscrits au tarif d'octroi alors en vigueur.

Les droits étaient acquittés en trois termes, contre

remise de l'autorisation du service de la voirie, à l'époque de l'élévation à moitié de la construction, à sa couverture.

Il n'y a de critiquable dans ces dispositions qui sous une forme différente, viennent percevoir les droits anciens, que le mode de déclaration.

Un devis peut-il toujours être exact, peut on prendre l'engagement de ne pas le modifier, de ne pas dépasser ses prévisions ? il semble difficile de le croire. A notre sens, le meilleur remède à cette situation serait d'exiger le paiement des droits, quelques années après l'achèvement de la construction, en termes espacés, en deux ou trois semestres par exemple. Loin d'être une gêne, ce serait un encouragement à la construction, et cette perspective, si elle est vraie, n'est pas à dédaigner, quand on connaît les surcharges apportées à la propriété bâtie, par une réforme dont elle paraissait être appelée à ne retirer que de lointains et douteux avantages.

Produit estimé de cette taxe : 360.000 francs.

3. Taxe sur les Matériaux d'entretien

Comme la précédente, cette taxe se substitue à des tarifs analogues de l'octroi ; elle est annuelle et cal-

culée d'après le tableau suivant, et par mètre de surface couverte.

Maison d'un revenu inférieur à 300 francs	D'un seul rez-de-chaussée	Avec un étage au dessus du rez-de-chaussée	Par étage au dessus du premier
301 à 1.800	0.03	0.05	0.02
1801 à 4.500	0.04	0.07	0.02
4501 et au-dessus	0.05	0.08	0.02
Usines	0.05	0.08	0.08
Chantiers cou- verts	0.04	0.07	
	0.02		

Cette taxe, dont le caractère de progression modérée s'explique, n'est exigible, par une disposition toute naturelle du projet, que la deuxième année, qui doit suivre l'achèvement de la construction.

Produit 240 000 francs.

L'ensemble de toutes ces taxes que nous récapitulons :

Taxe sur l'alcool	560.000 francs
» sur la propriété bâtie . . .	640.000 »
» sur la propriété non bâtie. .	54.000 »
» d'habitation.	170.000 »
» sur les moteurs industriels .	350.000 »
» sur les rues particulières . .	45.000 »
» sur les chevaux, mules, mulets	192.000 »

Taxe sur les chevaux, voitures de
 luxe etc. 50.000 »
 » sur les matériaux. 600.000 »
 produisait un total de 2.961.000 et permettait de réaliser la suppression générale de l'octroi roubaisien.

Ajoutons pour mémoire que la minorité du Conseil municipal proposa sans succès d'ailleurs, un contre-projet destiné à combler le déficit qui résulterait de l'application pure et simple de la loi du 29 décembre 1897. Elle demandait :

1. — Une surtaxe sur l'alcool de
 12 francs. 96.000 frs.
2. — Une taxe municipale sur les
 billards 6.840 »
3. — Sur les chevaux, voitures,
 automobiles, (à l'exclusion des
 chevaux et voitures servant au
 Commerce à l'Industrie, à l'Agric-
 culture et à l'exercice professionnel) 50.000 »
4. — Sur les cercles 20.585 »
5. — Une taxe de 1.75 0/0 de la
 valeur locative de la propriété
 bâtie 315.000 »
6. — De 0.10 0/0 sur la valeur en
 capital de la propriété non bâtie . 9.000 »

Total 497.425 frs.

III. Troisième projet ⁽¹⁾

Les vives critiques que souleva le projet municipal, les observations de la Chambre de Commerce, de la Société Industrielle et Commerciale de Roubaix, l'accueil froid et réservé de l'administration supérieure, engagèrent la municipalité de cette ville à entreprendre une refonte et une modification de son projet primitif; elle n'y apporta, d'ailleurs que des corrections de détails, que nous allons examiner, avec les observations qui les amenèrent.

A. **Taxe sur l'Alcool**

A la crainte exprimée par l'Administration des contributions indirectes, de voir se développer et s'étendre la fraude sur l'alcool, en raison même de l'appât qu'aurait offert l'élévation de la taxe, il était répondu que le nombre des agents de l'Etat, doublé des employés de l'octroi devenus disponibles, suffirait à une surveillance efficace. D'autre part, la nécessité de dépenses élevées, l'achat d'appareils spéciaux, la difficulté de cacher le mystère, la reconnaissance enfin facile de la fraude, devaient empêcher, ce qu'on aurait pu redouter: l'introduction d'alcool dénaturé, livré au public, après un habile travail de

(1) Présenté par M. Carrette, maire le 24 Juin 1904.

revivification, au plus grand préjudice des intérêts de la ville, et de la santé publique.

En conséquence le régime de l'alcool ne subissait aucune modification.

B. Taxe sur la Propriété bâtie

On accordait, et très volontiers, l'exigibilité des taxes par douzièmes, mais on repoussait en invoquant l'exemple de Paris et de Lyon, le dégrèvement pour cause de vacance de maison.

Produit 640.000 francs.

C. Taxe sur la Propriété non bâtie

Sur la foi de renseignements erronés, fournis par l'administration supérieure, qui estimait la valeur de la propriété non bâtie à 9.012.900 francs, la taxe avait été portée à 0.60 0/0 du capital ; informée, que par suite d'une erreur grossière et extraordinaire, (1) cette valeur, en en exceptant les sols des bâtiments et cours, pouvait être estimée à 31.050.000, la municipalité abaissait le taux primitif de 0.60 à 0.30 0/0 ; et, il était spécifié, que, les terrains couverts de constructions ou servant de chantiers, les cours et jardins attenants aux habitations si leur superficie n'est pas supérieure à celle des bâtiments auxquels ils attien-

(1) Cette erreur inexplicable montre les soins et l'attention scrupuleuse qu'il faut apporter dans la préparation de projets de ce genre.

nent, demeureraient exemptés.

Produit 90.000 francs.

D. Taxe d'Habitation

Elle devait s'appliquer à la partie de l'immeuble consacrée effectivement à l'habitation, et les seuls contribuables astreints à la personnelle-mobilière y devaient être soumis.

Les propriétaires d'un pied à terre, les redevables, assujettis à la patente pour un même local ou pour des locaux contigus, ou, imposés au rôle foncier, logés ou non dans leur propre maison, ne bénéficiaient pas de la réduction prévue de 200 francs.

Produit 450.000 francs.

E. Taxe sur les Moteurs industriels

Sans vouloir contester le principe de cette taxe, insistant, au contraire, sur la nécessité pour l'industrie de contribuer à l'épuration de l'Espièrre, (1) les auteurs du projet, instruits que, pour le moment les dépenses imposées de ce chef à la ville de Roubaix, étaient prévues à un chiffre inférieur à celui de l'estimation précédente, consentaient à abaisser, le taux à 2 fr. 50 par mètre carré de surface de chauffe, à le

(1) Voir plus haut p. 44.

réduire dans une même proportion pour les moteurs à gaz, et à n'imposer les appareils à vapeur, timbrés à plus de 5 atmosphères, que d'une surtaxe de 0,50.

Dans ces conditions le produit était de 156.000.

F. Taxe sur les Chevaux

Se rendant aux doléances des contribuables, et surtout aux plus modestes d'entre eux, l'Administration constatait avec regret l'impossibilité de créer des catégories, mais abaissait en revanche le droit à 60 francs.

Produit : 144.000 francs.

G. Taxes assimilées, Cercles, Billards, etc.

De pures modifications de détails y étaient apportées ; les voitures automobiles étaient frappées (1) d'une taxe supplémentaire de 5 fr. par cheval-vapeur ou fraction de cheval-vapeur.

Produit 50.000 francs.

II. Taxe sur les Matériaux destinés aux constructions neuves

Les difficultés et les contestations qui devaient surgir entre les propriétaires et le service chargé de leur perception étaient envisagées ; on proposait d'y remé-

(1) Sur l'inconvénient de cette taxation, Cf : Discours de M. André Castelin, Chambre des Députés, 15 juin 1901.

dier par une taxe établie sur cette base, que les droits d'octroi entrent pour une proportion de 7 % dans la valeur de la construction.

Produit : 300.000 francs.

I. J. Taxe sur les matériaux d'entretien et sur les rues particulières

Les taxes ne subissaient aucune modification.

Leurs produits demeuraient les mêmes : de 240.000 francs et de de 45.000 francs.

. Taxe nouvelle sur la production du gaz d'éclairage

La somme de 126.000, qui manquait pour assurer l'équilibre budgétaire, était demandée à la Compagnie du Gaz. en échange du véritable cadeau, disait-on, que la disparition du droit sur le charbon venait lui offrir.

Cette taxe qualifiée inexactement de taxe de récupération. puisque un des plus productifs éléments de l'industrie du gaz : la vente du coke, devait subir la concurrence des cokes étrangers exonérés, était basée sur la capacité des gazomètres.

Elle était fixée au taux de 0,50 par mètre cube de gaz pouvant être contenu dans l'appareil, et on en espérait un produit de 40.000 francs.

I. Taxe nouvelle sur les locaux commerciaux et industriels

Du taux moyen de 1,20 0/0, (1), une taxe sur la valeur locative des locaux commerciaux et industriels fournissait un dernier appoint de 95.000 francs, nécessaire pour assurer dans de bonnes conditions budgétaires la réforme projetée.

Enfin, pour tout prévoir, dans la crainte du rejet de la taxe sur les moteurs industriels, et subsidiairement, on devait appliquer aux usines et aux chantiers, la taxe de 6 0/0 sur le revenu net de la propriété bâtie.

L'Administration municipale faisait valoir en faveur de cette solution, que le revenu net des usines ne représentait pas les trois cinquièmes de leur valeur locative, et que cette taxe nouvelle ajoutée à celle des locaux industriels et commerciaux, ne viendrait pas même grever l'ensemble de ces immeubles d'une charge totale de 4,80 0/0 de leur valeur réelle.

Ce projet dont nous n'entreprendrons pas la critique générale (ce que nous en pourrions dire, ayant fait l'objet de l'analyse de chacune de ses dispositions) avait au moins le mérite de réduire légèrement les charges primitives qui menaçaient la propriété et l'industrie.

(1) A Paris de 1 0/0, à Lyon de 1,30 ‰.

Il ne demandait pour sortir du domaine de la spéculation et de la théorie, pour entrer dans celui de la pratique et de l'application, que la sanction législative, requise par la loi de 1897. Cette sanction lui fit défaut, comment et pourquoi? c'est ce qu'en peu de mots, il convient à présent de dire.

IV. Le projet de suppression totale à la Chambre des Députés Son échec

Ce projet ainsi modifié, fut déposé sur le bureau de la Chambre des Députés à la fin de juin 1901; le jour de la discussion, cette assemblée devant l'intention du député de Roubaix, M. Motte, de combattre longuement les propositions de ses collègues du Conseil Municipal, et sur le point d'interrompre ses travaux, renonça à passer à l'examen des articles.

Cet échec rendait la situation des plus difficiles et quoique le gouvernement eût déclaré, qu'il tâcherait de faire aboutir la suppression de l'octroi roubaisien avant la séparation du Parlement, sinon, avant le 15 Novembre suivant, le délai d'application de la loi de 1897 successivement prorogé touchait à son terme.

Il fallait se mettre à l'œuvre, et par le dépôt d'un

projet plus modeste, accepter de s'en tenir à l'application pure et simple de la loi ; cette solution forcée était d'ailleurs, disait-on, provisoire, et tous droits étaient réservés de reprendre et de soumettre plus tard, à l'approbation législative la suppression totale de l'octroi, un instant écartée.

V. Le projet actuellement en vigueur Son adoption au Parlement

L'application pure et simple de la loi du 29 décembre 1897 réduisait, comme nous l'avons vu, les tarifs d'octroi sur les boissons hygiéniques à Roubaix :

De 2.55 pour les vins à l'hectolitre.

De 0.25 pour les cidres »

De 3.75 pour les eaux minérales »

De 1.20 pour les bières »

Le déficit de 490.000 (en chiffres arrondis) qui en résultait, dans les recettes de l'octroi devait être comblé au moyen des taxes suivantes : que proposait l'administration municipale. (1)

1. -- Une surtaxe sur l'alcool de 60 francs en addition du droit de 36 francs déjà existant et portant sur

(1) Séance du Conseil Municipal du 1^{er} Juillet 1901.

une consommation de 7.000 hectolitres: soit 252.000 fr.

2. -- Des taxes analogues à celles que nous avons examinées sur les chevaux, voitures de luxe, automobiles, vélocipèdes à moteurs, billards, cercles 50.000 fr.

3. -- Une taxe sur le revenu net de la propriété bâtie, maisons, usines et chantiers 499.500 fr.
Total 501.500 fr.

Le bénéfice de 11.500 francs, qui résultait du fonctionnement de ce régime, devait pourvoir aux frais de la perception des taxes directes et assimilées, évalués à 4 0/0 de leur produit.

Ces dispositions (1) sont bien éloignées de celles, que nous avons eu à examiner, elles sont modestes et prudentes; d'ailleurs comme dans la plupart des villes, on demande une forte contribution à l'alcool et l'on fait bien; la taxe sur les chevaux subsiste et s'aggrave, alors que l'octroi sur les fourrages est maintenu, ce qui est au moins inconséquent, et si l'on atteint la propriété immobilière par une taxe raisonnable, en comparaison surtout des exagérations

(1) A la séance du Conseil Municipal, où ce projet fut mis en discussion et voté à l'unanimité, sauf une réserve de la minorité sur l'application de la taxe aux locaux non occupés, M. Eugène Motte avait proposé d'élever la taxe sur la propriété bâtie, de 1,50 à 1,60 % et d'en appliquer le bénéfice au dégrèvement des maisons et usines vacantes. Cet amendement ne fut d'ailleurs pas adopté.

antérieures, on se borne à suivre l'exemple presque général donné par les Conseils Municipaux de France.

La Chambre et le Sénat examinèrent rapidement le projet qui leur était présenté, et la loi approuvant les propositions municipales roubaisiennes fut votée, sans discussion, sans opposition (1) et promulguée le 8 Juillet 1901 (2).

VI. Deuxième présentation au Parlement du projet de suppression totale de l'Octroi Son échec

Le premier échec qui accueillit la présentation du projet de suppression de l'octroi, ne découragea pas la municipalité roubaisienne ; cet insuccès, il est juste de le dire, était dû autant à la menace de la clôture de la session parlementaire qu'à l'économie même des dispositions qu'il renfermait.

Ce projet revint à l'ordre du jour des séances de la Chambre des Députés, dans la fin du mois de Décembre 1901. M. Eugène Motte le combattit avec ardeur, il montra la valeur et la portée des protestations de la Chambre de Commerce, et de la Société

(1) Sauf une réserve de M. Eugène Motte au sujet du non dégrèvement des immeubles vacants,

(2) Les frais de perception de l'octroi demeurant identiques et le produit total devant être diminué de 490.000 francs, le taux de la perception passait de 8,42 0/0 à 10,18 0/0 environ.

industrielle de Roubaix, s'étendit sur la fâcheuse incidence des taxes projetées contre lesquelles 7.000 signatures de petits commerçants avaient éloquentement protesté ; signala la grossière erreur qu'on risquait de commettre en voulant comparer la situation de Roubaix à celle de Lyon, en prouvant que l'assimilation de taxes sur la propriété bâtie dans l'une et l'autre ville ne pouvait se soutenir. L'orateur démontrait en effet, qu'à Lyon les valeurs locatives des maisons sont de 58.350.000 francs, celles des usines de 2.515,000, soit pour les autres usines $3\frac{1}{2}$ 0/0 de la valeur totale, alors qu'à Roubaix ces mêmes valeurs sont respectivement de 10.639.000 et de 8.168.000 soit 40 0/0, et que, malgré cette énorme différence dans la situation industrielle des deux villes, la propriété bâtie, et avec elle l'industrie, étaient frappées à Roubaix de la taxe la plus forte qu'on ait vue. (1)

M. Motte dévoilait encore une fâcheuse conception fiscale commune à certaines municipalités de la région du Nord : « l'industrie est taillable et corvéable à merci, c'est ainsi qu'à Armentières, lorsqu'on mit l'Administration municipale en demeure d'appliquer la loi du 29 Décembre 1897, elle proposa de taxer

(1) Nous devons ajouter cependant qu'à Lyon, se pratique dans une assez large mesure le travail à domicile, et que de ce fait, le calcul perd une très légère partie de sa valeur.

les machines à vapeur, à Roubaix, on voulait taxer les chaudières. à Lille, on voulait taxer les patrons par tête d'ouvriers employés. » Les dispositions du Conseil Municipal avant la loi de 1897 étaient aussi instructives, et M. Motte rappelait qu'un vœu déposé par lui en 1895 pour dégrever le charbon était alors repoussé. (1)

Et, dans la question d'ailleurs plus générale de la suppression de l'octroi, le maire, Monsieur Carrette, déclarait en 1895 à la Commission du Sénat saisie de l'étude de cette réforme, « qu'en résumé la suppression des octrois serait plus nuisible qu'utile à la population ouvrière de Roubaix, en ce sens, qu'elle lui ferait supporter une majoration certaine de loyer sans compensation équivalente du côté des droits d'octroi, qui ne l'allègent que faiblement. » (2)

Après cette décisive intervention et divers incidents, la Chambre, le 12 Décembre 1901, repoussa le projet qui lui était présenté.

Cet échec entraîna la démission de la majorité collectiviste, et une élection du mois de Janvier 1902

(1) La Commission du Conseil Municipal, qui avait examiné ce vœu, disait que cette proposition, malgré le trou de 20.000 francs qu'elle causait dans le budget n'apporterait aucune satisfaction à la classe ouvrière, et que dans une ville voisine, la suppression des droits sur le charbon n'avait pas fait abaisser le prix du combustible.

(2) Déposition de M. Carrette à la Commission du Sénat.

fit entrer à l'Hôtel de Ville en le plaçant à la tête de l'Administration roubaisienne, l'adversaire le plus ardent, le plus tenace des projets de réforme désormais abandonnés.

C'est donc dans le sens de l'application pure et simple de la loi de 1897 que la question de l'octroi est résolue à Roubaix, et qu'elle paraît devoir s'y maintenir.

CHAPITRE IV

L'APPLICATION DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1897

I. A Paris

Le produit considérable de l'octroi parisien, la difficulté reconnue de pourvoir à son remplacement, par une réforme immédiate, expliquent l'ajournement de la suppression complète de l'octroi, et l'adoption d'une réforme réduite au dégrèvement des boissons hygiéniques.

Pour y parvenir, la ville de Paris, après des tergiversations, des débats et des propositions sans nombre, élaborâ un système, qu'approuvèrent les lois du 31 Décembre 1900 et du 21 Mars 1901.

Les 47 millions qui doivent compenser la suppression des droits, sont obtenus par une double taxe, sur la propriété foncière; de 2,50 0/0 sur le revenu net des propriétés bâties, de 0,50 0/0 sur la valeur vénale des terrains non bâtis ; on y ajoute une imposition des locaux d'habitation frappés d'un droit de 1 0/0 de leur valeur locative, et d'une taxe spéciale équivalente aux frais d'enlèvement des ordures ménagères, égale à 1.066 0/0 du revenu net des maisons.

Les locaux industriels et commerciaux viennent apporter l'appoint d'une taxe de 1 0/0 de leur valeur locative

Les cessions de fonds de commerce, et des marchandises neuves qui en dépendent, les ventes de meubles aux enchères, sont atteintes par des taxes additionnelles de 1,25 et de 1 0/0 aux droits de mutation et d'enregistrement.

La transmission des offices acquitte un droit de 1,25 0/0. Des fruits réputés de luxe, tels que les oranges et les citrons, sont frappés, et des taxes somptuaires atteignent les cercles, voitures, chevaux et automobiles.

Un demi-centime additionnel est enfin établi sur les quatre contributions.

Le mérite de l'ensemble de ces dispositions est la diversité des taxes proposées, dont la pluralité répartit mieux le poids : cette division n'est d'ailleurs pas très sensible et la propriété immobilière est spécialement atteinte. Peut-on justifier cette surcharge, alors que les taxes qui la frappent, loin de présenter ce qui serait leur raison d'être, un caractère de droits de substitution, sont au contraire de véritables taxes de superposition.

« En réalité, c'est celle-ci (la propriété immobilière), » dit M. Paul Leroy Beaulieu (1), qui supporte pour

(1) Paul Leroy-Beaulieu. - *Economiste français* 5 Janvier 1901. p. 2 et 3.

« les neuf dixièmes, tout le poids de la réforme des
« octrois, et elle ne le supporte pas uniformément,
« puisque l'impôt sur les loyers devient formidable-
« ment progressif.....

« ...Les lois fondamentales de 1832, 1846 et de
« 1897 avaient établi la proportionnalité de l'impôt à
« la matière imposable. On les renverse furtivement.
« Les loyers au-dessous de 500 francs étant exempts
« de l'impôt mobilier, une quotité de 375 francs de
« loyer étant en outre déclarée indemne pour tous, et
« la part représentant ces exemptions devant être re-
« portée sur les loyers supérieurs, il en résulte que
« l'impôt sur ceux-ci ira de 18 à 20 0/0 de leur valeur,
« outre toutes les taxes directes, que paieront les per-
« sonnes possédant la maison qu'elles habitent »

A ces critiques de la rigueur avec laquelle était traitée la propriété foncière, peuvent et doivent s'ajouter d'autres griefs (1). Pourquoi, par exemple, avoir négligé de frapper l'alcool, cette matière essentiellement imposable, qui, dans presque toutes les communes de France, fit pour une bonne part les frais de la réforme ; une surtaxe légère ajoutée aux 400 francs de droits exigé à Paris, n'en aurait pas compromis le rendement, et l'on serait resté bien en deçà

(1) Il est à noter que les frais de perception de l'octroi parisien doivent augmenter dans une proportion de 7 à 13 0/0 en demandant ainsi aux contribuables au moins six millions que nous appelons inutiles.

de la contribution de 500 francs à l'hectolitre qu'on en demande en Angleterre.

N'aurait-on pu de la sorte, et au moyen d'autres combinaisons suggérées par la prudence, des centimes additionnels si l'on veut, ajoutés d'ailleurs à certaines taxes somptuaires mener à mieux, sinon à bien, une réforme devenue moins brutale pour la propriété, moins lourde pour le commerce et l'industrie, et l'ensemble de la population parisienne, qui ne trouve dans la suppression des droits d'octroi sur les boissons qu'une insuffisante compensation aux charges qui l'atteignent. (1)

II. Dans quelques autres villes

La plupart des communes de France s'en tinrent au dégrèvement partiel ou total des boissons hygiéniques.

Quelques-unes comme Lille, (2) Marseille, (3) Roubaix, etc., avaient conçu le grand dessein et entrepris

(1) Aujourd'hui le vin ne paie plus à Paris que 1,50 à l'hectolitre au lieu de 49 francs. Dès les premiers jours de Janvier 1904, le prix avait considérablement baissé.

(2) Loi du 2 Avril 1902 approuvant les taxes de remplacement de la ville de Lille.

(3) Loi du 30 Juin 1904 approuvant les taxes de remplacement de la ville de Marseille.

la lourde tâche de supprimer leur octroi, presque toutes, après des hésitations souvent de pure forme, croyons-nous, battirent prudemment en retraite. Leurs finances municipales s'accommodent aujourd'hui assez facilement de la réforme modeste, qu'elles ont eue à supporter, et les populations ne semblent pas manifester, jusqu'ici, des désirs exagérés d'un changement de régime.

Les procédés employés pour opérer le dégrèvement ordonné par la loi se ressemblent tous, qu'il suffise de dire que la plupart des villes ont trouvé dans une surtaxe sur l'alcool, beaucoup dans une imposition sur la propriété bâtie, les loyers d'habitation, l'établissement de licences municipales, quelques-unes dans des taxes somptuaires, la généralité dans une diversité d'impositions nouvelles de ce genre, les ressources nécessaires à l'équilibre de leur budget.

III. Villes ayant réalisé la suppression de l'Octroi La ville de Lyon

L'autorisation accordée aux communes de supprimer leur octroi par la loi de 1884, autorisation, que la loi de 1897 prit soin de renouveler, séduisit quelques conseils municipaux, et leur donna l'occasion d'accom-

plir une réforme souhaitée par la population, et que la modestie de leur budget, la médiocrité du produit de leur octroi, grevé de frais de perception souvent très considérables, leur permettaient, leur conseillaient même de réaliser.

Les communes qui réussirent dans cette tâche ne sont pas nombreuses et de grande importance : Agde, Amboise, Montereau, Montbard, Sézanne, Salins-du-Jura, Elbeuf, Mamers (1) ne peuvent prétendre imposer leur exemple à la généralité des communes ; seule la ville de Lyon, par sa population, la prospérité de son industrie, l'importance de son budget, en un mot son caractère de grande cité, mérite de nous retenir quelques instants.

La question de la suppression de l'octroi de Lyon était à l'ordre du jour depuis plusieurs années ; en ces derniers temps, le Ministère des finances pria son Conseil municipal de vouloir bien se prêter à une expérience, et de préparer un projet de remplacement de l'octroi.

Ce projet fut établi, et avec soin, un ensemble de taxes longuement étudiées fut proposé, mais en même

(1) La plupart de ces villes ont opéré leur réforme au moyen des taxes diverses déjà examinées plus haut et dont le taux a été en général élevé : centimes additionnels, surtaxes sur l'alcool, etc. Il est à remarquer que ces communes, presque toutes sans importance ont trouvé dans l'économie résultant de la suppression de leur octroi, la plus simple, mais non la moins productive de leurs recettes.

temps, qu'il envoyait son projet au gouvernement, le Conseil municipal s'empressa de mettre au bas de sa délibération ce postscriptum : « Vous voulez un projet le voilà mais, je vous en supplie ne l'appliquez pas, car les taxes auxquelles il conduit sont d'une telle rigueur, d'une telle exagération que certainement elles écraseraient le contribuable lyonnais. (1) »

L'administration actuelle négligea les appréhensions de sa devancière, et, réduite à ses seules forces, privée du secours de l'Etat, qu'elle dédaignait d'ailleurs, elle déposa un projet de suppression totale, avec le plus ferme désir de le voir aboutir.

Analysées avec une grande finesse, combattues avec beaucoup d'énergie par un député lyonnais. M. Fleury-Ravarin, les taxes proposées, n'en furent pas moins adoptées par le Parlement. (2)

Tous les droits d'octroi disparaissent dans ce régime, sauf le droit sur l'alcool qui est porté de 21 à 100 francs ; cette surtaxe, perçue au bureau des contributions indirectes, doit produire 2 millions sur les 11 millions (3) que fait perdre la disparition de l'octroi.

Cette taxe spéciale, met l'alcool à 3 fr. 50 le litre,

(1) L'administration lyonnaise profitait à cette époque de la haute compétence de M. Berthélémy, adjoint de la ville de Lyon et professeur à la faculté de droit de Paris.

(2) Discours de Monsieur Fleury-Ravarin. Séance à la Chambre des Députés du 12 Juin 1904.

(3) La part contributive de l'habitant de la ville de Lyon était de 26,05 fr.

alors qu'en dehors du territoire lyonnais une même quantité ne vaut que 2 fr.20 ; nous n'insisterons pas sur la différence considérable du prix de l'alcool consommé dans les communes suburbaines on introduit dans les limites de l'agglomération, ni sur les conséquences nécessaires, qui doivent en résulter en faveur de la fraude, si l'on se rend compte que la barrière n'existe plus, que le recouvrement des droits se fait comme dans les villes ouvertes, dans des bureaux spéciaux, et qu'on a la prétention d'imposer des formalités des plus compliquées sans en excepter l'interdiction de l'introduction pendant la nuit, et tout cela dans une ville de 500,000 âmes, d'un périmètre de trente à quarante kilomètres !

On imagine des taxes de substitution sur les chevaux, mules, mulets et automobiles, sur les locaux des loueurs et marchands de chevaux, sur les constructions neuves, et matériaux d'entretien, on impose enfin, aux débitants et aux hôteliers une licence municipale.

Ces taxes envisagées en elles-mêmes et dans leur principe, ne prêtent à aucune critique spéciale, à moins qu'à un point de vue particulier, on estime inconséquent et bizarre l'établissement d'une taxe sur les automobiles destinée à compenser la part de l'octroi sur les fourrages exonérés, dont ces véhicules

n'ont évidemment que faire ; il serait juste d'ajouter aussi, d'après M. Fleury-Ravarin, que la licence vient frapper trop durement les débitants de boissons, fortement surchargés par la loi de 1900 et « qu'ainsi le débitant lyonnais va se trouver frappé trois fois, par la patente, par la licence d'Etat, par la licence municipale. » (1)

La propriété immobilière, comme de coutume, n'est pas épargnée. On demande à la propriété bâtie une imposition de 5 0/0 de son revenu net, une taxe d'habitation de 9 0/0 de la valeur locative ; les locaux industriels et commerciaux acquittent 1,30 0/0 de leur valeur locative, et les cercles et théâtres sont atteints d'une contribution spéciale.

Enfin, la propriété non bâtie paie 0,25 0/0 de la valeur vénale de ses terrains.

Ces taxes dans leur ensemble sont lourdes et écrasantes nous l'avons déjà dit, et nous ne nous attarderons pas à le démontrer, elles justifient trop bien la méfiance, qu'avait manifesté à leur sujet le Conseil Municipal de Lyon de 1895.

Le vice essentiel du système, (et ce défaut n'est pas particulier à Lyon), est la superposition incessante et irréfléchie des impôts sur la propriété. Le loyer, l'habitation représente sans doute une excellente ma-

(1) M. Fleury-Ravarin, Chambre des Députés 12 Juin 1901.

tière imposable, l'impôt foncier sur les propriétés bâties est, dans notre régime général d'impôts, une des taxes les mieux assises et les mieux établies, mais convient-il, pour cette seule et insuffisante raison de dépasser la mesure, de frapper à coups redoublés la maison, l'habitation, en ajoutant aux impôts d'Etat déjà très lourds, des taxes municipales d'un poids dangereux et meurtrier ?

Il serait téméraire de le croire, car, avec l'aggravation progressive des charges, les contribuables usent du meilleur et du plus radical des remèdes, ils modèrent leurs dépenses, ils suppriment leurs superfluités, restreignent leur luxe ou réduisent encore le train aisé de leur vie ; c'est aussi l'arrêt et la stagnation de la construction, la gêne de l'industrie et du commerce, en un mot les résultats désastreux qu'amènent infailliblement des impôts, quand leur taux, de raisonnable, de pratique, et nous prendrions garde d'oublier de productif qu'il était, devient excessif, immodéré et stérile.

Excessives et immodérées, les taxes lyonnaises le sont, certes ; reprenant les évaluations données à la Chambre par M. Fleury-Ravarin, voulant les croire trop élevées, et désireux de demeurer dans une moyenne, M. Paul Leroy-Beaulieu (1) en arrive à ce

M. Paul Leroy Beaulieu, *Economiste français* du 22 Juin 1901.

calcul, qu'à Lyon la taxe d'habitation de 21,90 0/0 se joignant à l'impôt foncier, de 12,15 0/0 à 17 0/0 selon des appréciations divergentes, arrive à faire supporter à la propriété lyonnaise, en supposant ce qui est le cas le plus fréquent, qu'une personne soit propriétaire de la maison qu'elle habite une charge de 33 1/2 0/0 à 38 0/0 et il ajoutait : « Taxer au moins d'un tiers du revenu les maisons d'habitation, cela a-t-il le sens commun ? »

Si la courte durée de l'expérience lyonnaise (depuis Juillet 1901) ne permet pas de formuler sur elle un jugement définitif, les données du second semestre de l'année 1901 et du premier de l'année 1902, révèlent un écart considérable entre les prévisions municipales et les résultats acquis. Des taxes ont accusé des moins-values énormes, d'autres des plus-values extraordinaires ; les licences municipales, par exemple, qui devaient produire 2.150.000 fr. n'ont donné que 948.812 fr. ; en revanche, la taxe d'habitation a dépassé de 14.000 fr. la somme de 320.000 attendue, et les droits sur les théâtres, dont on escomptait 20.000 fr. ont prouvé par le produit fabuleux de 187.000 fr. l'inexactitude de toutes les prévisions.

En somme, l'incertitude des évaluations budgétaires, un déficit d'environ deux millions dans les

prévisions des recettes, une extension extraordinaire de la fraude sur l'alcool, la fixité à peu près générale du prix des denrées, une tendance marquée à l'exode des habitants, l'établissement de charges nouvelles qu'aucune amélioration positive ne vient compenser, telles apparaissent, par ces premiers résultats, les caractéristiques de la suppression de l'octroi lyonnais.

Nous avons fini l'examen de la loi de 1897, de son application générale ou des tentatives qu'en certains points du pays, elle a suscitées.

Cette loi, incomplète et imparfaite, n'a que le caractère d'une étape vers la suppression complète de l'octroi, et la correction, qu'elle est venue apporter au régime des boissons, accentuée d'ailleurs par la loi de 1900, ne constitue pas une véritable réforme.

Le dégrèvement complet des boissons hygiéniques, l'abaissement même des droits qui les frappaient, apportera, cependant, nous en sommes convaincus, en même temps qu'un encouragement réel à la viticulture française, une réduction efficace et sensible dans les prix de vente, pour le plus grand bien de la consommation.

Ces facilités, ces allègements se compensent d'ailleurs par des charges nouvelles, et sans vouloir préciser l'incidence générale des impôts communaux de

tous genres, que la nécessité, ingénieuse quelquefois des conseils municipaux fit éclore sur tous les points du pays, on peut dire que tous les contribuables aussi, les plus fortunés, comme les plus modestes, en supporteront le fardeau.

Mais, comment déterminer le poids que ces taxes vont faire peser, comment répartir ces charges nouvelles, comment analyser le degré de résistance de chacun des contribuables appelés à en pâtir? Des vues générales, des considérations d'ensemble, ne pourraient résoudre ces problèmes. Mais au contraire, étudier chacune des taxes proposées, l'envisager dans le milieu, où elle doit s'appliquer, avec ses modalités et ses nuances semble la meilleure et la plus sûre méthode à employer; c'est ce que dans ces quelques pages nous nous sommes proposés de faire.

Quoi qu'il en soit de la loi de 1897 et de ses effets, la question de l'octroi à peine ébranlé demeure entière; presque partout subsistent les barrières, à l'enceinte des villes françaises, avec leurs multiples inconvénients, et si un premier pas, pénible et difficile, a été marqué, si, une première étape a été franchie, une seconde, longue et ardue, reste à parcourir.

CHAPITRE V

LA SUPPRESSION DE L'OCTROI

1. L'Octroi à l'étranger

Les mêmes causes qui, en France, ont amené la loi de 1897, dont l'effet nécessaire et prochain sera la suppression de l'octroi, ont condamné et fait disparaître cette institution dans presque toute l'Europe.

Bien des pays n'ont jamais connu l'octroi, dans l'Amérique du Nord, en Russie, dans les Etats Allemands, seuls les impôts directs alimentent les ressources locales ; en Suède et Norvège, les communes se contentent des droits de places, de port, de pont, de la faculté d'imposer les spiritueux, en Portugal, de centimes additionnels aux contributions d'Etat.

En Angleterre, la plus large autonomie est accordée aux paroisses, aux villes, et l'impôt direct, sous la forme de taxe des pauvres (1) à laquelle sont venues

(1) Les taxes paroissiales sont :

1° La taxe des pauvres « poor 's rate », trimestriellement, semestriellement, ou annuellement répartie entre les paroissiens contribuables, d'après leur revenu net en terres, maisons et constructions, dîmes, houillères, bois, fonds commerciaux. - Sur cette imposition de bienfaisance, imaginée par la reine Elisabeth, on a successivement greffé une vingtaine d'autres taxes n'ayant qu'un rapport de forme avec la « poor 's rate »

2° Les taxes additionnelles à l'impôt principal des pauvres : a) des

d'ailleurs s'ajouter une vingtaine d'impositions nouvelles, suffit à leur budget.

A Londres cependant, les fruits, le blé, le vin, le charbon sont imposés ; il en est de même à Douvres pour le houblon et la chaux. Ce sont là de très rares exceptions au principe du système fiscal de la Grande-Bretagne, où l'Etat s'est réservé, pour ainsi dire, le monopole des impôts de consommation.

Seule avec la France, l'Italie a conservé l'octroi. En Prusse, l'Etat par l'abandon consenti en 1893, aux communes des impôts, fonciers, sur les maisons, industriel, réglementait et restreignait le choix des taxes sur les objets de consommation ; la Belgique en 1860, la Hollande en 1865, l'Espagne en 1868, le Danemark en 1885, la Suisse en 1887 se sont débarrassés de cette institution.

En Belgique particulièrement, cette réforme fut heureusement accomplie ; persuadé que les 78 communes du royaume ne pouvaient réduites à leurs propres forces, récupérer les 10 millions, que l'octroi leur apportait, le législateur belge crut nécessaire

dépôts de mendicité ; - b) d'arpentage et d'évaluation ; - c) des frais de prison ; - d) des grandes routes ; - e) d'éclairage et de surveillance.

3° Quelques impositions reposent sur des bases diverses. Telles : a) la taxe d'église ; - b) la taxe de réparation ou de construction d'églises ; - c) la taxe des cimetières ; d) la taxe des égouts ; - e) la taxe de drainage et clôture.

A. Weber : la suppression des octrois p. 13.

d'intéresser l'Etat à la solution du problème.

En 1856, la commission d'Etat, chargée d'examiner la question des octrois, avait formulé cette conclusion : « Le système de l'octroi n'est pas exempt de vices, la suppression en est désirable dans l'intérêt des classes laborieuses, dans l'intérêt même des communes.

Mais, quels que soient les inconvénients et les vices de ces taxes, elles ne peuvent être abolies, qu'à la condition expresse d'ouvrir préalablement aux communes des ressources nouvelles et suffisantes de recettes ; l'initiative dans une matière aussi importante, appartient d'une part, aux communes intéressées, de l'autre, au gouvernement qui, placé dans une sphère supérieure, peut pondérer tous les intérêts et dispose de puissants moyens d'action et d'éléments généraux d'appréciation ».

En 1860, après 30 ans d'études et de travaux, M. Frère-Orban, ministre des finances, fit voter le 18 Juillet de la même année, une loi abolissant tous les octrois de Belgique.

En échange de l'octroi supprimé dans les 78 communes (produit : 10 millions de francs environ), l'Etat leur abandonne une part de 40 0/0 dans le produit brut des recettes de toute nature du service des postes, de 75 0/0 dans le produit des droits d'entrée sur le café, et de 34 0/0 dans le produit des droits d'ac-

cise sur les vins, alcools, sucres, bières et vinaigres.

Ce revenu, attribué à toutes les communes, est réparti d'après les rôles de l'année précédente, au prorata du principal de la contribution personnelle et du principal de la contribution des patentes, et, la quote part, assignée à chaque commune, ne peut être inférieure aux revenus net de son octroi, pendant le cours de l'année 1859.

En 1868, pour parer à l'insuffisance éventuelle du fonds communal dans les années de crise, une réserve fut constituée par une augmentation de 1 0/0 de la quote-part, primitivement allouée sur les produits des protêts et de certains droits d'accise.

En 1889, on ajouta encore le produit des licences sur les nouveaux débits de boissons et des droits de douane sur la viande et le bétail.

Si l'octroi était partout supprimé, les autres taxes indirectes, comme les droits d'étalage, de place, de stationnement, de jaugeage, de passage, etc., pouvaient subsister, et la loi du 2 Août 1863 prenait soin de le déclarer.

De son côté, l'Etat augmentait, dans une proportion égale à la moyenne des droits d'octroi, calculée d'après la consommation de l'année 1858, ses droits de douane sur les vins et les eaux-de-vie, il doublait ses droits sur la fabrication de la bière et de l'alcool, et majorait légèrement ses droits sur les sucres.

A la réforme belge, on a souvent adressé le reproche de sacrifier les campagnes aux villes à octroi, en étendant au pays tout entier, avec les surtaxes sur les impôts indirects, les droits d'octroi transformés; en faisant aussi, aux habitants de 78 communes, un véritable cadeau, au détriment du reste des contribuables. — « Cette critique, (1) répond M. P. Leroy-Beaulieu, n'est pas complètement juste parce que la suppression des entraves à l'entrée des villes rend plus facile la consommation des produits agricoles, et en augmente la demande, parce qu'en outre, les communes qui n'avaient jamais eu d'octroi, eurent part au fonds communal, formé par l'Etat »

Alors que la part accordée aux villes à octroi diminuait à peu près la même, les communes rurales voyaient la leur s'accroître avec l'augmentation des recettes indirectes. De 3.267.185 fr. en 1861, les allocations passaient en 1886 à 13.150.571 fr., et les campagnes ne paraissent pas jusqu'ici regretter de contribuer au fonds communal, dont elles retirent de si notables avantages.

Certains esprits ont critiqué aussi la coopération de l'Etat, son ingérence dans les finances locales, ils auraient souhaité, pour les communes, plus d'initiative et leur auraient accordé volontiers, par la faculté d'éta-

(1) P. Leroy-Beaulieu - Traité de la Science des finances. I - p. 821.

blissement de taxes locales directes, analogues aux taxes anglaises, le moyen de racheter elles-mêmes leurs octrois.

Dans un rapport sur le budget de l'année 1863, M. Frère-Orban montra la difficulté, l'impossibilité de ce système : « La loi de 1860 alloue aux communes un revenu égal au produit obtenu pendant la dernière année de l'existence de l'octroi. Elle les laisse absolument libres de recourir aux taxes directes pour survenir aux accroissements de dépenses, mais elle assure le présent ; et c'est cependant de plusieurs de ces communes que s'élèvent les plaintes les plus vives. Peut-on, dès-lors raisonnablement admettre, quand déjà quelques administrations communales s'effraient à ce point, d'avoir à recourir à des taxes directes, pour les accroissements de dépenses seulement, que ces administrations eussent accepté l'obligation de remplacer immédiatement, par des taxes de ce genre, la totalité du produit de l'octroi ? ».

Si les taxes directes communales, n'ont pas été estimées suffisantes ou opportunes, pour accomplir la suppression de l'octroi, le législateur belge s'est gardé de les prohiber. La nécessité de nouvelles ressources, l'accroissement des besoins, les ont au contraire développées, et ont fait naître, surtout dans les grandes villes, une tendance à se soustraire à la

tutelle financière de l'Etat. (1)

La suppression de l'octroi fut accueillie avec faveur par l'opinion publique et l'expansion du commerce intérieur, le développement de l'agriculture, la prospérité des communes rurales sont les heureux résultats de ce régime de liberté.

« L'abolition des octrois a été pour la Belgique une des plus heureuses réformes fiscales, économiques, de notre pays. Le pays tout entier y a applaudi. Grâce à cette réforme, les murs et barrières, qui enserraient nos villes sont tombées, et leur poussière, loin d'être inféconde, répand tous les jours sur notre heureuse patrie de nouveaux germes de prospérité. » (2)

La Hollande, le 7 Juillet 1865, abolit aussi ses octrois : le système employé pour y parvenir, mérite d'être signalé.

L'Etat abandonnait aux 1000 communes à octroi les 4/5 du produit de la contribution personnelle ; Ces ressources devaient presque suffire aux budgets communaux, le déficit, très faible, était couvert par des centimes additionnels et quelques taxes locales directes dont la plus ordinaire, est l'impôt sur le revenu.

(1) Cr - A. Weber. - La suppression des octrois.

(2) Hubert Leemans - Revue de l'Administration et du droit administratif de la Belgique - 1875.

• De son côté, l'Etat se remboursait de ses avances par une légère augmentation du droit d'accise sur les boissons, les distilleries, les vins, le sucre, et le thé.

II. Les différents projets de remplacement de l'Octroi

La délicate question de la suppression de l'octroi et de son remplacement s'impose aujourd'hui à la France, et l'exemple de l'étranger a suscité de nombreux projets de réforme.

A. PREMIER SYSTÈME. — **Remplacement de l'Octroi par des taxes communales**

Plusieurs systèmes se comprennent ; dans un premier, les communes, directement intéressées à la suppression de l'octroi, supporteraient seules les frais de la réforme, elles établiraient à leur guise les taxes directes les plus variées, ne conservant de leurs impôts de consommation que le droit sur l'alcool, dont personne ne prévoit la réduction ou l'abandon ; c'est à cette solution, par exemple, que s'est ralliée la ville de Lyon, et avec elle les quelques villes, qui devancèrent ou suivirent son exemple.

Mais ce système lui-même comprend des modalités bien diverses :

A. L'impôt sur la Propriété immobilière

M. Ménier, par exemple, et M. Yves Guyot, estimant que les dépenses d'une ville profitent surtout au propriétaire, proposent de frapper la propriété foncière, par un impôt établi d'après sa valeur vénale.

On ne fait pas la moindre amélioration dans une ville, dit M. Yves Guyot, sans que la propriété n'en acquière une plus-value. « Actuellement, que se produit-il? L'octroi intervenant dans la proportion de 800 0, relativement aux contributions directes, dans les impositions municipales, ce sont les consommateurs, les locataires, par conséquent les plus nombreux, qui font l'avance de la plus-value de la propriété. Et, une fois que, comme contribuables, ils ont fait cette avance, le propriétaire se retourne ensuite vers eux comme locataires, soit de locaux d'habitation, soit de locaux industriels et commerciaux, et leur dit : « Maintenant que comme contribuables, vous avez donné à ma propriété cette plus-value, vous allez me la payer comme locataires. » (1)

La conclusion que tire de ces lignes, M. Yves Guyot, c'est-à-dire la nécessité de l'établissement d'une imposition spéciale sur la propriété foncière, est-elle rigoureusement logique. La plus-value est-elle tou-

(1) Yves Guyot - rapport à la Chambre des Députés - 1889

jours générale, et ne se produit-il pas au contraire dans toutes les villes, et tous les jours, des moins values considérables de terrains, de quartiers même tout entiers ?

Devrait-on proposer d'indemniser les propriétaires de ces immeubles dépréciés ; ce serait impossible, mais serait-ce illogique. ?

Ce ne sont pas les seuls propriétaires, mais tous les habitants qui profitent des travaux effectués dans une cité, et vouloir faire racheter par le seul impôt foncier, la suppression de l'octroi, nous semble injuste et dangereux. Cette taxe serait des plus lourdes ; si le propriétaire la supporte, une crise immobilière, avec les inconvénients généraux qu'elle entraîne, doit se produire, s'il réussit à s'y soustraire, l'incidence de cette proposition se déplace, et (est-ce là le but cherché) vient accabler, par l'élévation du prix du loyer, la partie la plus intéressante et la plus nombreuse de la population.

B. Impôt sur les loyers. — Centimes additionnels

Selon M. Paul Leroy-Beaulieu, une augmentation du taux de l'impôt foncier, porté à 18 0/0, du taux de l'impôt sur les loyers, (comprenant la contribution personnelle-mobilière et celle des portes et fenêtres) élevé à 30 0/0 devait pourvoir au rachat de l'octroi.

Dans ces dernières années, (1) l'éminent économiste semble avoir reconnu l'impossibilité de frapper la propriété de taxes aussi dures, et il n'a pas ménagé ses critiques, au projet de suppression de l'octroi lyonnais, au projet de remplacement de l'octroi parisien. Il s'en prenait et, avec justesse, à cette conception déplorable qui atteint plus que de raison, l'immeuble urbain, l'habitation : « On ne voit pas » pourquoi le logement serait toujours frappé, et » jamais la nourriture, surtout quand il est avéré que » dans nos sociétés modernes, et particulièrement » dans nos villes, l'habitation est pour les classes » inférieures et moyennes infiniment plus défec- » tueuse que l'alimentation, et qu'un logement suffi- » samment ample importe beaucoup plus que toute » autre condition matérielle à l'hygiène publique et » privée, à la décence et à la dignité de la vie (2). »

Centimes additionnels

Les centimes additionnels remplaceraient avantageusement les taxes d'octroi dans quelques villes favorisées d'un modeste budget, mais dans la plupart des cités importantes, l'aggravation des charges serait

(1) *Economiste français*, 1899 - 1900 - 1901.

(2) *Economiste français*, 9 Janvier 1892.

telle, que l'adoption de ce système constitue une impossibilité.

B. DEUXIÈME SYSTÈME. — Intervention de l'Etat

Un deuxième système estime que l'intérêt et le devoir de l'Etat, en même temps que la faiblesse des communes commandent une participation efficace, au moins une aide du pouvoir central.

Celui-ci abandonnerait aux villes une partie des ressources qu'il prélève sur les impôts directs, ou favoriserait la constitution d'un fonds commun de recettes, qui, suivant une répartition proportionnelle à établir, alimenterait les budgets municipaux.

A. L'Etat abandonne aux villes la perception de certains de ses impôts

1° En 1870, M. Glais-Bizoin, reprenant les idées émises par M. Frédéric Passy, (1) proposait d'enlever à l'Etat, pour les abandonner aux communes, : les impôts, personnel et mobilier, des portes et fenêtres, des patentes, et en cas d'insuffisance de ressources, de combler le déficit par l'augmentation des centimes additionnels, et l'établissement d'un impôt communal sur le revenu.

Ce projet manque de base sérieuse, son auteur ne

(1) Dans une brochure intitulée « Delenda Carthago » envoyée par l'auteur à tous les conseils généraux.

prévoit aucune combinaison susceptible de rendre à l'Etat les millions dont il le prive; en 1870, cette réforme aurait coûté environ 142 millions et aujourd'hui, malgré un déficit de 220 millions pour le Trésor, il faudrait demander aux centimes additionnels ou à l'impôt communal sur le revenu plus de 100 millions pour assurer la suppression de l'octroi.

Afin de combler le déficit qui résultait de l'application d'un tel système, M. Hermitte avait proposé pour l'Etat le monopole des assurances contre l'incendie; pour compenser directement la suppression de l'octroi, M. Bourgeois, député du Jura, dans un amendement à la loi de 1897, demandait ce monopole pour les communes elles-mêmes.

Ces propositions sont d'une application aléatoire et difficile, elles préconisent un système nouveau dont l'étude serait éloignée de la question qui nous occupe.

2° Dans le projet de M. Deloynes, (1) l'Etat abandonnerait aux communes la contribution personnelle mobilière, la contribution des portes et fenêtres, et établirait un impôt de quotité de 5 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières, des créances hypothécaires et chirographaires.

En dehors de la suppression de l'octroi qu'il assu-

(1) G. Deloynes - Les octrois et les budgets municipaux - Etude sur l'organisation communale - Guillaumin 1874.

rait par son système, M. Deloynes divisait les dépenses communales en catégories, et en arrivait à une spécialisation de taxes directes, correspondantes à ces dépenses, des mieux étudiées et des mieux comprises.

Ce projet était intéressant, mais depuis la loi de 1872, qui a créé au profit de l'Etat un impôt de 3 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières, et celle de 1890, qui a porté cet impôt à 4 0/0, un des éléments, et non des moindres, sur lequel comptait M. Deloynes disparaît, et son projet devient par conséquent inapplicable.

B. Constitution d'un fonds communal

1° *Projet de M. Alglave :*

C'est le procédé du fonds communal qu'envisage le projet connu et souvent étudié de M. Alglave. Une sorte de monopole d'Etat, n'atteignant qu'une matière, l'alcool, permettrait de réaliser la somme énorme de près d'un milliard de francs, et de supprimer par cette abondance de ressources nouvelles, l'octroi avec tous les impôts indirects, dont le poids vient atteindre des objets de nécessité et d'utilité reconnue.

Sans vouloir critiquer le principe du monopole de l'alcool, ne peut-on estimer imprudent d'attendre de ce seul monopole, tant d'argent et tant de bienfaits ?

D'ailleurs, il n'est pas téméraire d'attendre d'un changement dans une sorte de mode, d'un progrès de mœurs, un fléchissement peut-être rapide dans la consommation.

Et ne serait-il pas curieux, mais déplorable aussi, de reconnaître dans l'Etat deux tendances différentes : une crainte, d'une part, des conséquences d'un fléau terrible, et inquiétant pour l'avenir même de la race, et de l'autre, un secret désir de voir subsister une calamité, dont il retire profits et richesses.

Certains esprits, et nous ne croyons pas qu'ils aient tort, regretteraient dans ce système l'aggravation de la centralisation, une atteinte à l'initiative et à la liberté individuelle, en même temps qu'une extension exorbitante des pouvoirs de l'Etat.

2° *Système belge.* — C'est aussi au procédé du fonds commun, réalisé par d'autres moyens, qu'a eu recours le législateur belge, par la loi du 18 Juillet 1860, dont nous avons déjà essayé de montrer l'économie.

CONCLUSION

CE QUE L'ON POURRAIT FAIRE

L'exemple belge, qui a donné de si bons résultats, pourrait-il être suivi ou copié par notre pays? Bien qu'il y ait beaucoup à prendre et à retenir dans cette heureuse tentative, nous ne le croyons pas. Peut-on comparer la situation des 78 communes de Belgique, les quelques millions que produisait leur octroi, avec les 1.500 communes françaises et les sommes considérables que la suppression de l'octroi leur ferait perdre?

Appliqué en France, le système du fonds commun nécessiterait aussi une intervention, pour ainsi dire permanente de l'Etat, dans les finances communales: le fonds commun ne serait qu'une immense réserve, constituée par l'Etat, dont celui-ci aurait la surveillance et la disposition; et sous sa tutelle fiscale, les communes perdraient une partie de cette liberté, de cette autonomie que, dans tous les domaines, nous souhaiterions voir se développer tous les jours.

Voulons-nous dire par là que nous dédaignons le concours de l'Etat? Au contraire, nous le sollicitons

et nous le croyons indispensable. C'est que loin d'être une affaire d'ordre purement communal et particulier, la réforme complète et définitive de l'octroi, par les inconvénients généraux qu'elle ferait disparaître, par les avantages correspondants et généraux aussi, qu'elle provoquerait, est une question essentiellement nationale.

Cette idée, a été mise en lumière par M. Berthélemy, et a été développée dans une proposition de loi récente par M. Fleury-Ravarin, député de Lyon.

Les habitants des villes en effet, seraient évidemment les premiers intéressés à la suppression de l'octroi, ils y trouveraient en même temps qu'un allègement très réel dans le prix de l'existence, l'oubli de toutes les vexations, que la barrière entraîne. Mais ne croit-on pas, que les étrangers à la commune, les habitants des campagnes n'y verraient pas d'aussi précieux avantages? Quel développement prodigieux dans la vente des denrées agricoles résulterait de la suppression de l'octroi pour le plus grand bien de l'agriculture, pour la prospérité, l'aisance, le bonheur des hommes courageux qui se livrent aux travaux des champs; se représente-t-on le mouvement incessant, le trafic fécond, qui s'établirait ou s'accentuerait encore, entre les grandes villes de France et les communes rurales aujourd'hui positivement isolées du reste du pays par des tarifs écrasants, des formalités

vexatoires, alors qu'un ouvrage récent déclare que les 330 millions perçus par les 1518 villes à octroi, Paris compris, empêchent les producteurs agricoles et viticoles, de produire en vins, bœufs et moutons pour plus d'un milliard de francs. (1)

Si l'intérêt national de la réforme est démontré, comment retrouvera-t on les 330 millions que procurait l'octroi?

C'est avec l'aide de l'Etat qu'il faut résoudre ce problème. L'Etat, pour une recette totale de 3 milliards perçoit par ses contributions directes, l'enregistrement et le timbre compris, 1.300 millions. Par rapport au produit total, ces ressources sont relativement faibles, mais les impôts qui les procurent sont lourds, et il serait dangereux de les aggraver encore.

Les impôts indirects ont un rendement bien supérieur, et, s'ils demandent la somme considérable de 1.700 millions aux contribuables, ceux-ci la supportent avec une facilité et une aisance reconnues, et d'ailleurs, facilement explicables.

« L'impôt indirect qui se demande aux faits et non
» aux gens, celui que vous payez quand vous allu-
» mez votre cigare, quand vous le fumez, quand vous
» sucrez votre café, quand vous le buvez, quand vous

(1) Charles Mayet - Voyage au tour de l'octroi de Paris - p. 153 - Cité par M. Fleury-Ravarin, séance du 12 Juin 1901 - Chambre des Députés.

» consommez un verre de fine champagne, quand
» vous faites votre partie de cartes, cet impôt, qui se
» perçoit par des milliers de versements impalpables,
» cet impôt, qu'on vous réclame lorsque vous achetez
» un domaine ou quand vous héritez d'une fortune,
» cet impôt qui est le meilleur et le plus élastique de
» tous, qui seul réalise l'idéal des taxes fécondes :
» produire sans faire crier, cet impôt, qui donne le
» maximum de rendement en proposant le minimum
» de mécontentement, l'impôt indirect est seul ca-
» pable de nous rendre, sous une forme différente, ce
» que nous lui demandons aujourd'hui par le moyen
» de l'octroi. » (1)

Cette solution est commode, elle est naturelle, aussi. L'octroi est un véritable impôt indirect, supprimé comme impôt communal, transformé en impôt d'Etat, il perdrait tous ses inconvénients, mais conserverait encore tous ses avantages.

L'Etat, en retour des 330 millions qu'il recevrait avec la suppression des droits d'octroi, devrait abandonner aux communes, certaines de ses ressources. Les contributions indirectes sont pour les communes d'une perception incommode, et supprimer l'octroi pour le rétablir sous le nom d'impôts sur les consommations serait un véritable non sens. Les contribu-

(1) Berthélémy - revue de Paris - 46 février 1899 p. 279.

tions directes, au contraire, conviennent aux communes, leur perception en est facile, et certaines d'entre elles seraient les types les plus parfaits des impôts communaux.

Et, si ces contributions peuvent aisément remplacer l'octroi, si l'impôt indirect ne mérite pas les attaques qu'on lui a souvent prodiguées (1), pourquoi ne pourrait-on renouveler cette expérience peu dangereuse que M. Berthélémy appelle de tous ses vœux : l'augmentation d'un décime (2) et demi sur les consommations de luxe ou inutiles, (il y en a beaucoup, et elles produiraient facilement davantage), qui permettrait à l'Etat, sans que rien lui en coûte, d'abandonner aux communes, le droit de percevoir 330 millions d'impôts directs, le droit d'établir un impôt sur les maisons, non superposé mais refondu, de prendre à leur profit, en en changeant l'assiette mal comprise, la taxe des portes et fenêtres (3) et d'y ajouter, si l'on veut, l'impôt des patentes (4)

(1) Si l'on songe surtout que les douanes entrent dans ce total pour 452 millions et demi, l'alcool pour 330 millions, le tabac pour 415 millions et que sur 4.700 millions, il y a de ce fait 4.200 millions qui ne prêtent à aucune critique sérieuse.

Ed. Villey, *Revue d'économie politique*, Juillet 1902.

(2) Des décimes ou des demi-décimes furent demandés en l'an VII, en 1885 et en 1873.

(3) Supprimée d'ailleurs platoniquement par la loi du 18 Juillet 1892.

(4) Avec la suppression du privilège des bouilleurs de crû, et l'unification des droits sur l'alcool.

C'est dans ces idées qu'était conçue la proposition de M. Fleury-Ravarin (1) et que l'éminent député de Lyon résumait en ces termes :

« L'Etat abandonnerait aux communes certains impôts directs, qu'il perçoit actuellement, et il se récupérerait de ces sacrifices par la perception d'impôts indirects. C'est comme si, en quelque sorte, l'Etat disait : « Je vais vous donner mes impôts directs, et en échange, vous allez me passer vos octrois, que je transformerai ; l'Etat peut le faire infiniment mieux que les communes, parce qu'il a un champ d'action plus étendu : le territoire national tout entier.

C'est à cette solution, qui n'est peut-être pas parfaite, mais que nous croyons une solution pratique et réalisable du problème de l'octroi, qu'en finissant, nous nous rallions.

Et, cette réforme, si elle pouvait aboutir, aurait d'heureux effets, elle allégerait la population tout entière, encouragerait l'initiative du commerce et de l'industrie nationale, et ferait jaillir pour notre cher pays une source nouvelle vivifiante et féconde de richesse et de prospérité.

(1) Voir l'annexe 2.

ANNEXE I

Loi du 8 Juillet approuvant des taxes de remplacement pour la ville de Roubaix

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée au profit de la ville de Roubaix une taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets, sur les voitures automobiles, et sur les vélocipèdes à moteur mécanique. La taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets et voitures automobiles, est égale au montant en principal de la taxe établie au profit de l'Etat : elle pourra toutefois être limitée aux éléments d'imposition qui ne bénéficient pas de la réduction prévue par l'article 3 de la loi du 22 Décembre 1879.

La taxe sur les vélocipèdes à moteur mécanique est de 25 francs par appareil.

Les contribuables ayant plusieurs résidences sont passibles de la taxe pour les éléments qui les suivent habituellement à Roubaix.

ARTICLE 2. — Est autorisée au profit de la ville de Roubaix, une taxe de 1,50 0/0 du revenu net qui sert de base à la contribution foncière, conformément à l'article 2 de la loi du 13 Juillet 1900.

Elle sera soumise à toutes les règles applicables à cette contribution, toutefois ne sont pas exemptées :

les propriétés bâties temporairement affranchies par application des lois des 8 Août 1890, (article 9) et 30 Novembre 1894.

Il n'est accordé aucun dégrèvement pour cause de vacance de maison ou de chômage d'usine. La taxe est imposée au nom du propriétaire, de l'usufruitier de l'usager etc., et généralement de toute personne titulaire en nature ou en espèces du revenu de l'immeuble. Pour les constructions élevées sur le terrain d'autrui, elle est cotisée au nom du propriétaire du terrain à raison de 1,50 0/0 du loyer de ces terrains, et, pour le surplus au nom du propriétaire de la construction.

ARTICLE 3. — Les taxes ci-dessus sont autorisées à partir du 1^{er} Juillet 1901. Les frais d'expédition des états et des rôles ainsi que les frais de confection et de distribution des avertissements sont à la charge de la ville de Roubaix. (1)

(1) Journal Officiel du 10 Juillet 1901.

ANNEXE II

Loi relative à la suppression des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques, du 27 Décembre 1897

ARTICLE PREMIER. — Les communes seront autorisées à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, vins, cidres, poirés, hydromels, bières et eaux minérales, à partir du 31 Décembre de l'année qui suivra celle au cours de laquelle la présente loi sera promulguée.

A défaut de suppression totale, les communes seront obligées d'abaisser les droits existants dans la limite des tarifs prévus à l'article 2.

ARTICLE 2. — Dans les communes qui continueront à imposer les boissons hygiéniques, les droits ne pourront excéder le tarif suivant :

Population agglomérée des communes	Vins en cercles et en bouteilles par hectolitre	Cidres, Poirée hydromels et eaux minérales par hectolitre
De moins de 6.000 habitants	0.55	0.35
De 6.001 à 10.000	0.85	0.50
De 10.001 à 15.000	1.15	0.60
De 15.001 à 20.000	1.40	0.85
De 20.001 à 30.000	1.70	0.95
De 30.001 à 50.000	2.00	1.15
De 50.001 habitants et au dessus	2.25	1.25
Paris	4.00	1.50

En ce qui concerne les bières, le maximum du droit imposable est fixé à cinq francs, (5 fr.) sauf dans les départements, ci-après : Aisnes, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais et Somme, où le maximum ne pourra dépasser un franc cinquante centimes par hectolitre (1 fr. 50.)

Pour les vins titrant plus de quinze degrés (15°), il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 3 de la loi du 1^{er} Septembre 1871.

ARTICLE 3. — Pour remplacer le produit des taxes supprimées, les communes pourront avoir recours aux taxes prévues dans l'article 4, ou demander l'établissement de taxes spéciales dans les conditions spécifiées à l'article 5.

ARTICLE 4. — Les taxes auxquelles les communes peuvent, en vertu de l'article précédent, recourir sous la seule réserve de l'approbation préfectorale, sont les suivantes :

1. — Elévation du droit sur l'alcool jusqu'au double des droits d'entrée, décimes compris. Pour la ville de Paris, le droit pourra être en addition du droit actuel de vingt-quatre francs (24 fr.) augmenté au maximum de quatre vingt-cinq francs vingt centimes (85 fr. 20).

Dans les communes d'une population agglomérée inférieure à quatre mille âmes, le tarif d'octroi sur

l'alcool ne pourra pas dépasser le maximum applicable aux villes de quatre mille à six mille âmes.

Une loi pourra autoriser des taxes supérieures .

2. — Etablissement à la charge des commerçants de boissons, en addition du droit de licence perçu pour le compte du trésor, d'une licence municipale composée d'un droit fixe, qui pourra compter deux tarifs, suivant que les établissements des commerçants de boissons vendront exclusivement des boissons hygiéniques, ou des alcools avec ou sans boissons hygiéniques, et d'un droit proportionnel basé sur la valeur relative de l'ensemble des locaux occupés. Lorsque le commerce des boissons sera exercé cumulativement avec un autre commerce ou industrie, les locaux exclusivement occupés par ce dernier commerce ou cette dernière industrie seront exempts du droit proportionnel. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles ladite taxe sera assise et perçue.

3. — Perception d'une taxe maximum de trente centimes (0 fr. 30) par bouteille sur tous les vins en bouteilles qui ne se cumulera pas avec celle applicable aux vins en cercles.

4. — Création de taxes égales, au maximum aux taxes en principal établies, déduction faite des majorations résultant des pénalités.

(a) Sur les chevaux mules et mulets, voitures automobiles.

Les personnes ayant plusieurs résidences sont pour les chevaux voitures, voitures automobiles, mules et mulets, qui les suivent habituellement à Paris, passibles desdites taxes en cette ville, nonobstant les dispositions de l'article 10 de la loi du 2 juillet 1862.

(b) Sur les billards publics et privés.

(c) Sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, sur les chiens.

Enfin les communes pourront établir dans les conditions de la loi du 5 Avril 1884, des centimes additionnels, dont le chiffre ne pourra pas dépasser vingt.

ARTICLE 5. — Les communes pourront également pourvoir au remplacement de leurs taxes d'octroi, en établissant selon les formes et conditions prévues par l'article 138 de la loi du 5 avril 1884, et sous réserve de l'approbation législative, des taxes directes ou indirectes. Les taxes directes ne seront prélevées que sur les propriétés ou objets situés dans la commune; elles s'appliqueront à toutes les propriétés ou à tous les objets de même nature; elles seront proportionnelles.

ARTICLE 6. — Tous les tarifs d'octroi sur les boissons hygiéniques seront en conséquence révisés dans un délai de deux ans à partir du premier Janvier qui

suivra la promulgation de la présente loi, ou, s'ils viennent à l'expiration avant ce délai, à la fin de la période pour laquelle ils ont été approuvés.

Toutefois les communes dont les tarifs expireront dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, auront un délai d'un an, à partir du premier Janvier suivant, pour ramener lesdites taxes au maxima fixé par les articles précédents, et voter, s'il y a lieu, les taxes de remplacement.

Lorsque, les taxes de remplacement autorisées dépasseront le montant du dégrèvement total sur les boissons hygiéniques, l'excédent pourra être employé au dégrèvement d'autres objets soumis au tarif d'octroi.

ARTICLE 7. — Les communes, qui actuellement ne perçoivent pas de taxes d'octroi sur les vins, cidres, poirés, hydromels, bières et eaux minérales, pourront être autorisées à établir un droit de licence municipale, ou à percevoir des droits sur l'alcool, conformément aux dispositions de l'article 4 de la présente loi.

ARTICLE 8. — A partir de la promulgation de la présente loi, il ne pourra plus être établi de taxe d'octroi sur les vins, cidres, poirés et hydromels et sur les bières et eaux minérales, dans les villes où il n'en existe pas aujourd'hui, et ces taxes, dans les villes où elles existent, ne pourront pas être surélevées.

Toutefois dans des cas exceptionnels, sur la demande des conseils municipaux, et en vertu de décrets rendus en Conseil d'Etat, les communes dont les tarifs actuels sur les boissons hygiéniques n'atteignent pas le maximum prévu par la présente loi pourront être autorisées à les porter à ce maximum.

Dans les villes à octroi, qui au point de vue des droits du Trésor sont actuellement comprises dans la troisième classe, les surtaxes actuelles pourront, dans les conditions de l'article 137 de la loi de 1884, être maintenues en vertu de lois spéciales pour les périodes qui ne dépasseront pas cinq ans.

ARTICLE 9. — Les villes, qui supprimeront leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, obtiendront dans les conditions indiquées par l'article 10 de l'ordonnance du 5 août 1818, pour le paiement des frais de casernement, une réduction égale, pour chaque homme de troupe, au montant des droits dégrévés, en prenant pour base les deux tiers du taux de la consommation moyenne de la population soumise à l'octroi.

ANNEXE III

Proposition de loi (1) de M. Fleury-Ravarin, député

ART. 1. — Les taxes d'octroi seront supprimées dans toute la France le 31 décembre 1901.

A partir de cette date, aucun impôt ne pourra plus être perçu à l'entrée des villes au moyen des barrières soit au profit des communes, soit au profit de l'Etat.

Les droits d'entrée sur les boissons hygiéniques perçus au profit de l'Etat, seront incorporés dans le droit général de circulation à déterminer par une loi spéciale.

ART. 2. — Pour remplacer le produit des taxes d'octroi supprimées, l'Etat fera abandon aux communes de la part qu'il perçoit actuellement, en principal et centimes additionnels dans les impôts portant sur les maisons, savoir :

1. — L'impôt foncier sur les propriétés bâties ;
2. — L'impôt des portes et fenêtres.

Cet abandon sera fait à toutes les communes sans distinction.

L'Etat abandonnera en outre, aux communes de

(1) Déposée par M. Fleury-Ravarin. - Documents parlementaires. - Journal officiel n° 746, 4899.

20.000 habitants sa part dans l'impôt des patentes.

L'assiette et la perception des impôts abandonnés continueront à être assurées suivant les formes nouvelles avec le concours des agents de l'Etat, sans qu'aucune rémunération spéciale pour ce service soit mise à la charge des communes.

ART. 3. — Les communes, qui ne trouveraient pas dans les taxes abandonnées par l'Etat, l'équivalent des droits d'octroi supprimés, pourront recourir aux taxes suivantes dans l'ordre ci-après :

1. — Licence municipale sur les établissements vendant des boissons à consommer sur place, tels que : hôtels, restaurants, brasseries, cafés-concerts, etc., et sur les pensions y compris, les internats d'enseignement.

2. — Taxe sur les constructions neuves.

3. — Taxe sur les chevaux et bestiaux.

4. — Centimes additionnels aux quatre contributions directes.

Les taxes prévues aux paragraphes 2, 3 et 4, ne pourront être établies qu'après obtention par les licences spéciales d'une somme équivalente à la moitié des droits actuellement supportés par les mêmes établissements.

L'assiette, les tarifs et le mode de perception de ces taxes seront arrêtés par les conseils municipaux

et approuvés par les préfets dans les conditions, qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

ART. 4. — Les communes actuellement sans octroi devront affecter au dégrèvement de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties, les ressources qui leur sont attribuées par application de l'article 2.

ART. 5. — Pour compenser, dans le budget de l'Etat, l'abandon fait aux communes des impôts directs mentionnés à l'article 2, il sera procédé de la façon suivante :

En compensation des droits d'octroi et d'entrée actuellement perçus aux barrières des villes, le droit général de consommation sur l'alcool sera porté à 195 fr. l'hectolitre.

Les deux décimes et demi établis à titre provisoire en sus des impôts indirects en vertu des lois du 6 prairial an VII, 23 Août 1871 et 30 Décembre 1873 seront définitivement joints au principal.

Ce principal nouveau supportera, à partir du premier Janvier 1902, un décime supplémentaire portant sur :

1. — Les impôts perçus par l'administration des contributions indirectes, à l'exception des impôts sur les transports.

2. — Les impôts perçus par l'administration de l'enregistrement et du timbre.

3. — Les impôts perçus par l'administration des

douanes et ayant le caractère fiscal (sucres coloniaux, cafés, thés, cacao, poivres, etc.)

ART. 6 — Un règlement d'administration publique réglera la situation des employés d'octroi actuellement en fonctions, en ayant recours suivant leur âge et la durée de leurs services, à l'un des moyens ci-après :

1. — Attribution d'une indemnité à la charge des communes.

2. — Incorporation dans les services municipaux ou dans les administrations d'Etat (douanes, et cont. ind.)

3. — Retraite proportionnelle.

ART. 7. — La loi du 29 décembre 1897 relative à la suppression des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques est abrogée.

VU :

Le Professeur, Président de la thèse,

L. LE FUR.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

Edmond VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 9
CHAPITRE PREMIER. — L'Octroi.	
I. — Considérations générales	11
II. — Caractéristiques de l'octroi	14
III. — Avantages de l'octroi.	15
IV. — Inconvénients de l'octroi.	18
CHAPITRE II. — La réforme de l'octroi.	
I. — Le mouvement qui l'a provoquée.	31
II. — La loi de 1897.	35
CHAPITRE III. — L'application de la loi de 1897 à Roubaix.	
I. — Premier projet	41
II. — Deuxième projet. — Diverses taxes proposées .	48
III. — Troisième projet. — Les taxes de remplace- ment proposées	79
IV. — Le projet de la suppression totale de l'octroi. — Sa présentation à la Chambre des Députés. — Son échec	85
V. — Le projet actuellement en vigueur. — Son adop- tion au Parlement	86
VI. — Deuxième présentation au Parlement du pro- jet de suppression totale de l'octroi. — Nouvel échec	88

**CHAPITRE IV. — L'application de la loi du
29 Décembre 1897.**

I. — A Paris	93
II. — Dans quelques autres villes, Marseille, Lille. — A Lyon.	96

CHAPITRE V. — La suppression de l'octroi.

I. — L'octroi à l'étranger. — L'exemple de la Bel- gique	106
II. — Les différents projets de remplacement de l'oc- troi	114
A. — Premier système. — Remplacement de l'octroi par des taxes communales ; l'impôt sur la pro- priété immobilière, l'impôt sur les loyers, les cen- times additionnels	115
B. — Deuxième système. — Intervention de l'Etat ; abandon consenti aux villes de certains impôts d'Etat, constitution d'un fonds communal. . . .	118

CONCLUSION. — Ce que l'on pourrait faire.

Proposition de M. Fleury-Ravarin.	121
Annexe I. — Loi du 8 Juillet approuvant des taxes de remplacement pour la ville de Roubaix.	128
Annexe II. — Loi relative à la suppression des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques, du 29 Dé- cembre 1897	130
Annexe III. — Proposition de loi de M. Fleury-Rava- rin, député.	136



